

26^{es} journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine
Colloque International

Habiter le littoral
Enjeux écologiques et humains contemporains



Credit photo : S. Robert / A. Dervieux

Marseille - 16 au 18 octobre 2014



Habiter le littoral

Enjeux écologiques et humains contemporains

À la faveur d'un retournement des valeurs initié à partir de la fin du XVIII^e siècle en Europe occidentale, les milieux côtiers sont devenus des espaces essentiels de l'œkoumène. Sites de concentration du peuplement humain, lieux majeurs des loisirs, interfaces fondamentales de l'économie mondialisée par les échanges internationaux, les rivages sont des espaces attractifs, désirés voire convoités, soumis à divers conflits d'usages, tout en étant des milieux écologiques riches et fragiles. Avec le changement climatique, dont on sait qu'il devrait conduire à une élévation du niveau des mers et à la multiplication des événements climatiques extrêmes, les littoraux figurent aux premiers rangs des espaces vulnérables ; ils comportent de nombreux enjeux d'ordre économique, social, écologique et politique pour les sociétés contemporaines.

Dans ce contexte environnemental dont l'évolution est à la fois permanente et rapide, la relation des sociétés humaines aux espaces et milieux littoraux nécessite d'être régulièrement interrogée. À cet effet, ces journées, co-organisées par la SEH, l'OHM *Littoral méditerranéen* et le laboratoire ESPACE, sont envisagées comme cadre propice à la réflexion et aux échanges sur l'habitabilité et le fait d'habiter le littoral, qu'il soit continental ou insulaire. Le terme « habiter » est ici entendu dans un sens très large, comme un concept opératoire pour l'étude du rapport des êtres humains à leurs milieux et à leurs lieux de vie (Mathieu, 2007 ; Mathieu, 2012). Habiter renvoie donc au fait d'occuper ou investir les lieux (durablement ou temporairement) à différentes échelles, aménager et transformer le milieu, voire le dégrader. C'est aussi s'implanter, s'adapter et s'attacher aux lieux. C'est le fait d'exploiter, gérer, protéger et planifier les ressources littorales, quelles qu'elles soient. C'est aussi faire face aux risques, obéir à des réglementations et parfois devoir se retirer et abandonner le terrain. À différentes échelles spatiales et temporelles, aux niveaux des individus, des groupes sociaux voire de la société toute entière, habiter le littoral est une question à multiples facettes. Son exploration et la mise en débat des diverses dimensions qu'elle sous-tend aujourd'hui pourraient utilement éclairer certains des fondements des rapports que les êtres humains entretiennent avec leurs milieux et espaces de vie dans les sociétés contemporaines.

S. Robert, M.-J. Menozzi, H. Melin, A. Dervieux

Responsables scientifiques

- **Samuel ROBERT**, CNRS, ESPACE (UMR 7300), directeur de l'OHM *Littoral méditerranéen*
- **Marie-Jo MENOZZI**, B.E. Ethnozzi, SEH
- **Hélène MELIN**, Université de Lille 1, CLERSÉ (UMR 8019), OHM-LM, SEH
- **Alain DERVIEUX**, SEH

Comité Scientifique

- **Anne CADORET**, géographie, Aix-Marseille Université, TELEMME (UMR 7303), France
- **Alain DERVIEUX**, écologie, SEH, France
- **Daniel FAGET**, histoire, Aix-Marseille Université, TELEMME (UMR 7303), France
- **Adriana GHERSI**, architecture-paysage, Università di Genova, Italie
- **Nicole MATHIEU**, géographie, CNRS, LADYSS (UMR 7533), France
- **Hélène MELIN**, sociologie, Université de Lille 1, CLERSÉ (UMR 8019), France
- **Marie-Jo MENOZZI**, sociologie de l'environnement, B.E. Ethnozzi, France
- **Patrick MONFORT**, écologie, CNRS, ECOSYM (UMR 5119), France
- **Ameur OUESLATI**, géomorphologie, Université de Tunis, Tunisie
- **Samuel ROBERT**, géographie, CNRS, ESPACE (UMR 7300), France
- **Catherine SABINOT**, éthno-écologie, IRD, ESPACE-DEV (UMR 228), Nouméa, France
- **Ioannis SPILANIS**, économie, University of the Aegean, Grèce
- **Pascale STEICHEN**, droit, Université de Nice Sophia Antipolis, GREDEG (UMR 7321), France
- **Thierry TATONI**, écologie, Aix-Marseille Université, IMBE (UMR 7263), France
- **Claude VELLA**, géomorphologie, Aix-Marseille Université, CEREGE (UMR 7330), France

Comité d'organisation

- **Daniel BLEY**, CNRS, ESPACE (UMR 7300)
- **Alain DERVIEUX**, SEH
- **Brigitte MAURICE**, Aix-Marseille Université, ESPACE (UMR 7300)
- **Hélène MELIN**, Université de Lille 1, CLERSÉ (UMR 8019)
- **Marie-Jo MENOZZI**, B.E. Ethnozzi
- **Samuel ROBERT**, CNRS, ESPACE (UMR 7300)
- **Marie-Laure TRÉMÉLO**, CNRS, ESPACE (UMR 7300)

Avec le soutien de

- Conseil général des Bouches-du-Rhône
- Ville de Marseille
- Fédération de recherche ECCOREV (FR 3098)
- Labex DRIIHM
- Labex OT-Med
- OHM *Littoral méditerranéen*
- Laboratoire ESPACE (UMR 7300)
- Direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône

Les organisateurs



La **Société d'écologie humaine** (SEH) a été créée en 1987 à l'initiative de chercheurs et enseignants en sciences sociales et biologiques convaincus des bienfaits de la pluridisciplinarité et ayant la volonté d'instaurer un lieu d'échange et une fonction de dialogue pour tous ceux qui s'intéressent à l'étude des relations des hommes et de leur milieu de vie.

Depuis sa création, elle a organisé vingt-cinq journées scientifiques sur un thème particulier. Ces journées constituent pour des spécialistes (chercheurs, acteurs) de champs différents, un moment privilégié pour débattre sur des questions parfois situées aux marges de leur discipline. Les ouvrages issus des journées scientifiques ont été publiés dans la collection « Écologie Humaine » et diffusés par les éditions Édisud.

Contact

Nicole Vernazza-Licht, présidente, vernazza.nicole@gmail.com

Site internet : <http://www.ecologie-humaine.eu>



L'**Observatoire Hommes-Milieus Littoral méditerranéen** est un dispositif de recherche interdisciplinaire du CNRS (INEE et INSHS) bénéficiaire des investissements d'avenir dans le cadre du laboratoire d'excellence DRIIHM.

Son projet scientifique est l'étude de l'urbanisation et de l'anthropisation côtière en Méditerranée. Dans un contexte de changement des modes de gestion du littoral (GIZC), il s'intéresse à quatre systèmes socio-écologiques littoraux inégalement soumis à l'artificialisation et aux fréquentations touristiques et récréatives : le Golfe d'Aigues-Mortes, le littoral marseillais, les rivages corses de Balagne et la lagune de Biguglia.

L'OHM *Littoral méditerranéen* est dirigé, animé et géré par le laboratoire ESPACE (UMR 7300), avec l'appui des laboratoires ECOSYM (UMR 5119), IMBE (UMR 7263), LISA (UMR 6240), et SPE (UMR 6134).

Contact

Samuel Robert, directeur, samuel.robert@univ-amu.fr

Site internet : <http://www.ohm-littoral-mediterraneen.fr>



Le laboratoire **ESPACE** (UMR 7300), regroupe des géographes, sociologues, historiens, anthropologues de trois universités de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Aix-Marseille université, université d'Avignon et des Pays du Vaucluse, et université Nice Sophia Antipolis) et du CNRS pour analyser les dynamiques du territoire : logiques de peuplement, systèmes urbains, organisation spatiale, aménagement du territoire, environnement.

Les travaux concernent aussi bien la recherche fondamentale, en particulier en analyse spatiale et en modélisation, que des travaux plus appliqués répondant aux questionnements des gestionnaires du territoire.

Contact

Christine Voiron, directrice, voiron@unice.fr

Site internet : <http://www.umrespace.org>

Programme

8:30 - Accueil des participants

9:00 - Séance inaugurale

9:30 à 10:30 - Conférences introductives : Trois points de vue à propos « d'habiter le littoral »

Nicole MATHIEU, Géographie, LADYSS (UMR 7533)

Thierry TATONI, Écologie, IMBE (UMR 7263)

Dominique PÉCAUD, Sociologie, Centre François Viète, Université de Nantes

Pause café

11:00 à 12:30 - Conférences plénières

Habiter les deltas ouest-africains. Incertitudes scientifiques et enjeux humains.

Marie-Christine CORMIER-SALEM, PALOC (UMR 208), IRD, MNHN, LMI PATEO, Dakar, Sénégal

Habiter la fonction : un sous-préfet à la mer.

Louis MARROU, LIENSs (UMR 7266), Université de La Rochelle

Événements exceptionnels et dynamique du trait de côte dans un environnement de littoralisation accélérée : l'exemple de la tempête du 10 mars 2012 à Sousse (Tunisie orientale).

Ameur OUESLATI, CGMED, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, Tunisie

Pause déjeuner

14:00 à 16:00 - Sessions parallèles

Atelier
1

Amphi

**Le rapport
à l'environnement littoral**

animation : Patrick Monfort

Les représentations des usagers dans leur environnement récréatif : comparaison entre les littoraux de la Méditerranée et de la mer du Nord (France).

Christelle AUDOUIT, TVES (EA 4477), Université Lille 1, **Caroline RUFIN-SOLER**, **Hervé FRANQUART**, TVES (EA 4477), Université du Littoral Côte d'Opale, **Philippe DEBOUDT**, TVES (EA 4477), Université Lille 1, **Gaëlle LE FALHER**, TVES (EA 4477), Université du Littoral Côte d'Opale

La sur-fréquentation du littoral méditerranéen : paroles d'usagers. Le cas des Calanques (Marseille).

Carole BARTHÉLÉMY, **Cécilia CLAEYS**, LPED (UMR 151), Aix-Marseille Université, IRD

Habiter les habitats (naturels) : quelle place pour l'homme au sein du patrimoine naturel littoral ?

Céline BARTHON, ESO (UMR 6590), Angers, **Vincent ANDREU-BOUSSUT**, ESO (UMR 6590), Le Mans, **Céline CHADENAS**, LETG (UMR 6554), Géolittomer, Nantes, **Arnaud DE LAJARTRE**, UPRES (EA 4337), Angers, **Xavier MICHEL**, ESO (UMR 6590), Caen

Nettoyer les plages pour habiter la nature.

Denis BLOT, Habiter le monde (EA 4287), Université de Picardie Jules Verne, Amiens

Une cité épiscopale au cœur de la lagune languedocienne : Maguelone au Moyen-Âge.

Lucie GALANO, CEMM (EA 4583), Université Montpellier 3

Atelier
2

Salle

Vivre avec le risque naturel

animation : Claude Vella

Vivre à travers le littoral dans les zones côtières du Japon. Formes et enjeux de la réappropriation du patrimoine historique : le cas du tsunami d'origine sismique dans le village de Hirogawa (département de Wakayama).

Grégory BEAUSSART, LISST (UMR 5193), CAS, Toulouse

Habiter le littoral en 2030 : quel droit pour un espace vulnérable ?

Marie-Laure LAMBERT, LIEU, Aix-Marseille Université

Penser le littoral guyanais par et avec les risques environnementaux (érosion et submersion côtières – maladies vectorielles transmissibles).

Valérie MOREL, Discontinuités (EA 2468), Université d'Artois

L'érosion des falaises côtières urbanisées : analyse interdisciplinaire géologie/sociologie d'une étude de cas, la commune de Carry-Le-Rouet.

Nathalie MARÇOT, BRGM Direction Régionale Provence Alpes Côte d'Azur, **Laurent FISSIER**, master de géographie Aix-Marseille Université, **Cécilia CLAEYS**, LPED (UMR 151), Aix-Marseille Université

Saint Louis (Sénégal), les « aventuriers » de la terre.

Adrien COLY, **Fatimatou SALL**, LEIDI, Université Gaston Berger, Saint-Louis du Sénégal, Sénégal

Pause café

Dynamiques urbaines face aux nuisances et risques industriels : croisements de représentations. Le cas de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône, France).

Aurélié ARNAUD, LIEU, Aix-Marseille Université, **Jean-Baptiste BOUZID**, **Gwénaëlle THEBAULT**, mairie de Fos-sur-Mer, **Aurélié MALEIN**, IUAR, Aix-Marseille Université

Approche exploratoire des mobilités de loisir sur le littoral marseillais.

Frédéric AUDARD, **Samuel CARPENTIER**, ESPACE (UMR 7300), Aix-Marseille Université

Cueillir le littoral : relations entre flore sauvage et pollutions autour d'un site pétrochimique (Fos sur Mer).

Carole BARTHÉLÉMY, LPED (UMR 151) Aix-Marseille Université, IRD, **Isabelle LAFFONT-SCHWOB**, **Véronique MASOTTI**, IMBE, Aix-Marseille Université, CNRS, IRD, **Pascale PRUDENT**, Laboratoire de Chimie de l'Environnement, Aix-Marseille Université, CNRS (FRE 3416), **Michel DE MÉO**, **Carole DI GIORGIO**, **Emmanuel WAFO**, IMBE, Aix-Marseille Université, CNRS, IRD, **Evelyne OLLIVIER**, **Béatrice BAGHDIKIAN**, Laboratoire de Pharmacognosie-Ethnopharmacologie (UMR MD-3), AMU

Les plages Sud de Marseille : de l'équipement urbain aux patrimoines naturel et culturel.

Carole BARTHÉLÉMY, LPED (UMR 151) Aix-Marseille Université, **Sylvain LENDRE**, **Jonas RECHRECHE**, **Clément SARROBERT**, licence Sciences de la Nature Terre et Environnement, Aix-Marseille Université

L'invention d'Arcachon (XVIII^e – début XX^e siècle). Paradigmes perceptifs et formes historiques de l'habitabilité.

Rémi BERCOVITZ, **Serge BRIFFAUD**, ADESS (UMR 5185), CEPAGE, Bordeaux

Cohabiter le littoral. Ethnographie de l'érosion côtière au Québec.

Charlotte BRÉDA, Laboratoire d'anthropologie prospective, Université de Louvain, Belgique

La riviera ligure du « Levante ». Un espace phagocyté par le tourisme.

Sophie CANOVA, Lycée Stendhal de Milan, Italie

Analyse comparée des discours sur les risques sanitaires liés à l'implantation d'*aedes albopictus* dans deux communes du littoral méditerranéen (Nice / Aix-Marseille).

Élodie CARDOSO, master STADE, Université Joseph Fourier, Grenoble, **Daniel BLEY**, ESPACE (UMR 7300), CNRS, Aix-Marseille Université, **Nicole VERNAZZA-LICHT**, ESPACE (UMR 7300), Université de Nice Sophia Antipolis, **Clélia GASQUET**, **Jocelyn RAUDE**, EHESP (UMR 190), Rennes

La prolifération d'espèces marines à enjeux environnementaux et sanitaires : hommes, microalgues et méduses.

Cécilia CLAEYS, **Louis ARREGHINI**, LPED (UMR 151), Aix-Marseille Université, IRD, **Rodolphe LEMÉE**, **Fabien LOMBARD**, LOV (UMR 7093), Observatoire Océanologique, **Delphine THIBAUT**, MIO (UMR 7294), Aix-Marseille Université, CNRS, Université de Toulon, IRD, **Sophie MARRO**, LOV (UMR 7093), Observatoire Océanologique

Perceptions des changements littoraux. Paroles des villageois du delta du fleuve Sénégal.

Marie-Christine CORMIER-SALEM, **Mathilde FABRE**, **Labaly TOURÉ**, **Carole ALFON**, **Luc DESCROIX**, PALOC (UMR 208), IRD, MNHN, Équipe PAOLA, LMI PATEO, Dakar, Sénégal

Le développement durable des grandes villes maritimes : le cas de Marseille dans le contexte de l'environnement méditerranéen.

Thomas CURT, IRSTEA Aix-en-Provence, **Magali DESCHAMPS-COTTIN**, LPED (UMR 151), **Joël GUIOT**, CEREGE (UM 34), Labex OT-Med, **Dominique LEFÈVRE**, MIO (UMR 7294), **Hubert MAZUREK**, LPED (UMR 151), **Claude NAPOLÉONE**, INRA Avignon, **Patrick RAIMBAULT**, MIO (UMR 7294), **Samuel ROBERT**, ESPACE (UMR 7300), **Romain SUAREZ**, Labex OT-Med

Mesure de l'habitabilité d'un territoire. L'exemple de Marseille Provence Métropole.

Chloé DESGRANGES, ESPACE (UMR 7300), Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

Dynamique démographique des communes du littoral métropolitain.

Maryse GAIMARD, Centre Georges Chevrier (UMR 7366), Université de Bourgogne

Habiter, en Europe, un littoral exposé aux tsunamis. Perceptions, représentations et attitudes des résidents, des travailleurs et des touristes.

Lydie GOELDNER-GIANELLA, PRODIG (UMR 8586), Université Paris 1, **Delphine GRANCHER**, LGP (UMR 8591), CNRS, **Franck LAVIGNE**, PRODIG (UMR 8586), Université Paris 1, **Alan LIOTARD**, master Environnement, Université Paris 1.

Le paysage côtier à travers les représentations sociales. Une façon d'appréhender les modes d'habiter le littoral.

Tatiana GORBUNOVA, **Patricia CICILLE**, **Alexandra SCHLEYER-LINDENMANN**, **Samuel ROBERT**, ESPACE (UMR 7300), CNRS, Aix-Marseille Université

Pays littoraux et risques sanitaires : réflexions sur la tragédie du « Probokoala » à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Any Désiré HOBIDO, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire

L'oléculture urbaine et périurbaine du littoral tunisien : conflits et enjeux.

Tahar JAOUACHI, CERAMAC (EA 997), MSH Clermont-Ferrand

Les paiements pour services écologiques ou la reconquête de la Mâamora par ses habitants ? Enquête sur une forêt emblématique du littoral méditerranéen marocain.

Saïd LASSHINI, École forestière d'ingénieurs, Maroc, **Sarah VANUXEM**, GREDEG (UMR 7321), CREDECO, Université de Nice Sophia Antipolis

Des flèches et des filets. Esquisse de la diversité des pêches à l'embouchure d'un fleuve amazonien.

Pauline LAVAL, MNHN

Qualité de vie sur le littoral : quelles aménités pour quelles populations ?

Sandrine LYSER, UR ADBX, IRSTEA

Usages sociaux du littoral de Balagne. Le cas des loisirs et sports de nature.

Ludovic MARTEL, **Johan JOUVE**, LISA (UMR 6240), Università di Corsica

Copiloter ou instrumenter : la gestion du domaine de La Palissade (Parc Naturel de Camargue).

Fabien MILANOVIC, Sup'Biotech Paris

La Rance maritime, la « fabrication » d'un territoire hier, aujourd'hui et demain.

Edwige MOTTE, LETG (UMR 6554), Costel, OSU de Rennes, Université Rennes 2

Cohabitation des communautés camerounaises et étrangères et gestion des ressources côtières de Kribi.

Moïse MVETUMBO, **Antoine SOCPA**, CASS-RT, Yaoundé, Cameroun

Développement urbain et vulnérabilité des territoires littoraux : analyse des pressions sur l'eau et la couverture végétale à Douala (Cameroun).

Antoine de Padoue NSEGBE, GREVA, École Normale Supérieure, Université de Yaoundé I, Cameroun, **Patrick POTTIER**, LETG (UMR 6554), Géolittomer, Université de Nantes

Les visiteurs des profondeurs. Une évaluation des pratiques de la plongée sous-marine à Marseille.

Théophile PLOUVIER, master 2 GEOPRAD, Université de Nice Sophia Antipolis,

Samuel ROBERT, ESPACE (UMR 7300), CNRS, Aix-Marseille Université

Les pratiques de pêches artisanales de Méditerranée. Les débuts d'une gestion hétérogène et complexe.

Nastassia REYES, éco-anthropologie et ethnobiologie (UMR 7206), Écosystèmes marins exploités (UMR 212), MNHN

La gouvernance locale de l'eau entre logiques et stratégies des acteurs et enjeux des interventions étatiques : l'évolution de la politique de l'eau d'irrigation au Maroc.

Hind SABRI, LIRCES (EA 3159), Université de Nice Sophia Antipolis

L'adaptation littorale au changement climatique en Charente-Maritime.

Arnaud VALADIER, DREAL Poitou-Charentes, **Jean RICHER**, École de Chaillot, École des Ponts ParisTech

Anticiper la diffusion de l'habitat en région littorale : pression urbaine et espaces à enjeu. Application en région PACA.

Christine VOIRON-CANICIO, **Fabrice DECOUPIGNY**, **Sophie LIZIARD**, **Alexandre ORNON**, **Romain SÉRY**, **Cyril OBADIA**, **Florian SANT**, **Delphine ROUSSEL**, ESPACE (UMR 7300), Université de Nice Sophia Antipolis

20:00 - Repas officiel (sur inscription)

au Restaurant de l'UNM « Il ristorante », 34 boulevard Livon 13007 Marseille

Vendredi 17 octobre 2014

9:00 à 10:30 - Sessions parallèles

Atelier

3

Habiter une petite île

animation : Ioannis Spilanis

Amphi

Habiter l'île de Sein en 2014 : enjeux et perspectives.

Louis BRIGAND, LETG (UMR 6554), Géomer, Brest

Les îles du Frioul, ou la construction d'un lieu : une bastida insulaire.

Vincent HERBERT, TVES (EA 4477), Université du Littoral Côte d'Opale

Produire une île pour habiter la mer : la construction de l'espace à El Islote (la Caraïbe colombienne).

Andrea LEIVA, École Pratique des Hautes Études

Atelier

4

Patrimonialisation et développement local

animation : Adriana Ghersi

Salle

Les paysages identitaires des viticulteurs pluriactifs de Banyuls.

Michèle CONSTANS, Département EAT, École Nationale de Formation Agronomique de Toulouse-Auzeville

Les espaces de travail et les techniques associées pour aborder la gestion de la ressource algale dans le nord Finistère.

Clément GARINEAUD, Éco-anthropologie et Ethnobiologie (UMR 7206), MNHN, CNRS

Inverser le regard, regarder la terre depuis la mer.

Jean-Louis PACITTO, **Odile JACQUEMIN**, MALTAÉ, Hyères

Paysage littoral de la Horrea Caelia : entre promesses et menaces.

Kabil FEKIH, École Nationale d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis, Tunisie, **Hejer DEBBABI**, Institut supérieur agronomique de Chott Meriem, Sousse, Tunisie

Pause café

Habiter le littoral. Enjeux écologiques et humains contemporains

26^{es} journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine - Colloque international - Marseille - 16/18 octobre 2014

11:00 à 12:30 - Sessions parallèles (suite)

Atelier
5

Science-société : outils, méthodes d'aide à la gestion

Amphi animation : Pascale Steichen et Christine Voiron

Évaluer la capacité d'accueil des territoires littoraux : questions de méthode.

Céline CHADENAS, Patrick POTTIER, LETG (UMR 6554), Géolittomer, Université de Nantes

Une interface d'aide à la décision entre le CBN de Corse, des chercheurs et des élus pour visualiser en 3D les enjeux de conservation de la flore et des habitats en Balagne.

Alain DELAGE, Christophe PANAÏOTIS, Conservatoire Botanique National de Corse, Office de l'Environnement de la Corse, **Attilius CECCALDI**, mairie de Lama, **David LUCENA**, Société UrbaEarth, **Yohan PETIT, Pauline DELBOSC**, Conservatoire Botanique National de Corse, Office de l'Environnement de la Corse, **Fred MÉDAIL**, mairie de Lama, **Franck RICHARD, Bertrand SCHATZ**, CEFE (UMR 5175), **Laetitia HUGOT**, Conservatoire Botanique National de Corse, Office de l'Environnement de la Corse

De la sécurité maritime à l'aide à la gestion des AMP : exploitation des données des sémaphores en mer d'Iroise (France).

Iwan LE BERRE, Ingrid PEUZIAT, Annalisa MINELLI, LETG (UMR 6554), Géomer, Brest

Atelier
6

Gouvernance et jeux d'acteurs

Salle animation : Marie-Jo Menozzi et Jean-Claude Lardic

Débats publics et parcs éoliens offshore : l'environnement côtier au cœur des préoccupations des acteurs locaux.

Adeline BAS, EDF Energies Nouvelles, AMURE (UMR M-101), **Julien HAY**, AMURE (UMR M-101), **Sylvain PIOCH**, CEFE (UMR 5175)

Gouvernance locale et biodiversité : quels déterminants pour les choix de mesures de gestion d'aires protégées ?

Michel DUHALDE, AMURE (UMR M-101), Ifremer Brest, Unité d'Economie Maritime, Centre de Brest, école des Ponts ParisTech, **Harold LEVREL, Olivier GUYADER**, AMURE (UMR M-101), Ifremer Brest, Unité d'Economie Maritime, Centre de Brest

Des nouveaux usages en mer aux questionnements de la gouvernance littorale, analyse franco-québécoise.

Isabelle FORTIER, ENAP Montréal, **Thierry GUINEBERTEAU**, Université de Nantes, IUML, **Anne FAURÉ**, Université de Moncton, campus de Shippagan, **Claude RIOUX**, Université du Québec à Rimouski, **Brice TROUILLET**, Université de Nantes, IUML

Pause déjeuner

14:00 à 14:30 - Remise des prix du concours de posters

14:30 - 16:30 - Sessions parallèles (suite)

Atelier
5

Science-société : outils, méthodes d'aide à la gestion

Amphi animation : Pascale Steichen et Christine Voiron

Vivre sur un littoral touristique : attentes citoyennes et enjeux méthodologiques autour d'un indice synthétique de qualité de vie.

Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Mickaël ISOLA, Xavier PIERI, LISA (UMR 6240), Università di Corsica

Influence des processus de concertation sur les représentations de l'environnement côtier et marin : le cas du golfe normand-breton.

Amélie LESCROËL, Raphaël MATHEVET, CEFE (UMR 5175)

Habitat, valeur des lieux, et gestion des espaces littoraux en Nouvelle-Calédonie.

Antoine WICKEL, GIE OCEANIDE, **Catherine SABINOT**, ESPACE-DEV (UMR 228), **Pascal DUMAS**, COREUS (UMR 227), **Gilbert DAVID**, ESPACE-DEV (UMR 228)

Les détenteurs du littoral : approche spatiale de la propriété privée sur le littoral provençal et azuréen.

Laure CASANOVA ENAULT, Chloé DESGRANGES, Chloé SCANNAPIÉCO, ESPACE (UMR 7300), Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

Atelier
6

Gouvernance et jeux d'acteurs

Salle animation : Marie-Jo Menozzi et Jean-Claude Lardic

L'action du Conservatoire du littoral : au-delà de la constitution d'un patrimoine foncier ?

Aurélien JOVENIAUX, CRAG (EA 353), Université Paris 8

Le littoral basque, territoire de recomposition de la gouvernance foncière locale.

Benjamin GAYON, CITERES (UMR 7324), IPAPE, Université de Tours

Pour une nouvelle gouvernance de la zone côtière de Skikda.

Rachid HADEF, Belkacem LABII, Laboratoire Ville Santé, Département d'architecture et d'urbanisme, Université Constantine 3, Algérie

Le littoral ivoirien à l'épreuve des changements socio-économiques et climatiques (1893-2007).

Raphaël BEKOIN, Département Histoire, UFR Communication, Milieu et Société, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire

16:45 - Clôture des rencontres ex situ

suivi d'un pot de convivialité

Habiter le littoral. Enjeux écologiques et humains contemporains

26^{es} journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine - Colloque international - Marseille - 16/18 octobre 2014

Samedi 18 octobre 2014

Rencontres *in situ* en rade de Marseille : port de commerce, l'Estaque, Frioul

Programme sujet à modification pour raisons météorologiques

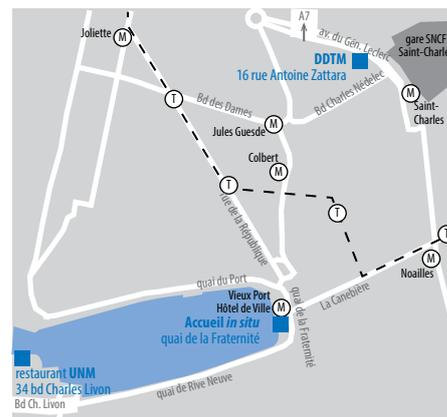
Les journées se poursuivront par une sortie commentée en rade de Marseille, organisée avec l'appui du Service « Mer et Littoral » de la Ville de Marseille.

8:30 - Accueil

rendez-vous quai de la Fraternité (ancien quai des Belges), extrémité ouest de la Canebière

9:00 - Départ du Vieux Port

- L'excursion nous conduira en rade nord. Passage au large de la digue du large et des bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille.
- Escale à l'Estaque : visite du SAGA (plus grand sous marin civil jamais construit, fruit d'une association IFREMER-Comex)
- Retour au Vieux Port par la face ouest des îles du Frioul.



12:30 - Retour au Vieux Port

Inscription obligatoire pour tous auprès des organisateurs :
espace-journees-seh2014@univ-amu.fr

le port de l'Estaque



crédit photo : S. Robert

le SAGA



crédit photo : S. Robert

Développé par la Compagnie maritime d'expertises (Comex) et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), Le Saga, pour sous-marin d'assistance à grande autonomie, est le plus grand sous-marin civil du monde. Baptisé en 1987, cet engin de 28 mètres de long et de 550 tonnes est entreposé en cale sèche à l'Estaque depuis 1990 à la suite de l'arrêt brutal de la participation de l'Ifremer au projet. Dédié à la recherche sous-marine, il pouvait, grâce à un compartiment spécifique, maintenir les plongeurs en saturation et de les déposer jusqu'à 317 mètres sous le niveau de la mer. Le Saga est composé de deux compartiments, l'un à pression atmosphérique où vivaient les six hommes d'équipage, l'autre hyperbare où résidaient quatre à six plongeurs pouvant sortir travailler sur des chantiers sous-marins à l'aide de scaphandres.

Résumés

Jeudi 16 octobre 2014

Habiter les deltas ouest-africains. Incertitudes scientifiques et enjeux humains.

Marie-Christine CORMIER-SALEM, PALOC (UMR 208), IRD, MNHN, LMI PATEO, Dakar, Sénégal
 contact : marie.cormier@ird.fr

Mots-clés

justice environnementale, compromis entre services, gouvernance territoriale, valeurs de la biodiversité, stratégies locales

Résumé

Au nom des principes d'équité intra et transgénérationnelle et de justice environnementale, la gouvernance partagée et durable des littoraux est devenue un enjeu crucial dans les pays du Sud et particulièrement le continent africain qui compte les pays les plus pauvres de la planète et où les contraintes (élévation du niveau de la mer, irrégularités climatiques, salinisation, etc.) et pressions (urbanisation, pollution, tourisme, migrations, etc.) exercées sur ces socio-écosystèmes sont multiples. Disposer de cadres d'analyse opérationnels est une exigence éthique mais aussi un défi scientifique compte tenu de la complexification des phénomènes à de nouvelles échelles spatio-temporelles. Inscrit dans une réflexion plus vaste menée sur la gouvernance des patrimoines et territoires des deltas transfrontaliers ouest-africains (LMI PATEO), l'objet de cette contribution est de s'interroger sur les compromis entre services issus des deltas. Par « compromis » nous entendons les interactions, qu'elles soient positives (synergies, interdépendances) ou négatives (compétitions, exclusions) entre services de diverses natures.

Nous soulignerons les avancées et limites des réflexions sur l'évaluation des services écosystémiques, bien souvent « simple » évaluation monétaire, alors que leur valeur ne peut se réduire à un prix. Puis, nous proposerons un cadre d'analyse qualitatif et participatif pour appréhender de façon dynamique les compromis entre services. Enfin, nous nous interrogerons sur les liens entre maintien de ces services et bien-être des habitants ou le « bien-habiter » des littoraux.

Nous illustrerons nos propos à partir de deux terrains d'investigation soumis à de fortes pressions (naturelles et anthropiques) et objets de politiques d'aménagement contradictoires, entre conservation et exploitation : le delta du Fleuve Sénégal transfrontalier entre la Mauritanie et le Sénégal (en nous basant notamment sur la plate-forme collaborative SIRENA « Système d'information pour la gestion durables des ressources et des territoires du delta du Fleuve Sénégal ») et le delta du Saloum au Sénégal, l'un et l'autre Réserve de Biosphère de l'Unesco.

Notes :

Habiter la fonction : un sous-préfet à la mer.

Louis MARROU, LIENSs (UMR 7266), Université de La Rochelle
contact : louis.marrou@univ-lr.fr

Mots-clés

gouvernance, territoire, littoral, sous-préfet, Finistère

Résumé

Dans un court texte de 1866 intitulé « Le sous-préfet aux champs », Alphonse Daudet narre les tribulations d'un sous-préfet du Midi de la France qui se rend au concours régional de la Combe-aux-Fées où il doit prononcer un discours. Il est en route vers ce que l'on imagine être un comice agricole et prépare son texte dans sa calèche : « Messieurs et chers administrés... » Il n'ira pas plus loin en raison d'un « petit bois de chênes verts qui semble lui faire signe »... D'avril 2005 à octobre 2007, Monsieur F. Leggeri a été sous-préfet de l'arrondissement de Châteaulin dans le Finistère. Ce territoire de 1 804 km² est limité au nord par les arrondissements de Brest et Morlaix, à l'est par celui de Carhaix, au sud par celui de Quimper. Il possède une façade maritime, qui s'étend de Daoulas à Telgruc-sur-Mer, qui englobe la presqu'île de Crozon. Originaire de l'Est de la France, M. Leggeri dont c'était le premier poste de sous-préfet, n'avait jamais habité ni en Bretagne ni à proximité de la mer. Depuis son bureau qui domine le fleuve Aulne, rythmé par le balancement des marées, il prend progressivement possession de sa fonction et de son territoire qui s'étend des plages de jusqu'aux sommets du côté de Guerlesquin. Au cours de ces deux années et dès son premier jour en Bretagne, M. Leggeri a scrupuleusement noté l'ensemble de ses déplacements professionnels et personnels dans un « carnet du voyageur ». La restitution de ces trajets dessine une fantastique leçon de géographie. Il y a de la méthode, il y a des obligations, il y a des choix. Ce travail inédit fascine par ce qu'il dit du métier de sous-préfet, d'un attachement sans faille au territoire et à ses administrés. Il décrit aussi surtout comment une famille inscrit sa vie professionnelle et personnelle dans un territoire maritime à découvrir entre ciel et mer.

Notes :

Événements exceptionnels et dynamique du trait de côte dans un environnement de littoralisation accélérée : l'exemple de la tempête du 10 mars 2012 à Sousse (Tunisie orientale).

Ameur OUESLATI, *CGMED, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, Tunisie*

contact : oueslatiameur@yahoo.fr

Mots-clés

Tunisie, tempête marine, littoral, géomorphologie, risques naturels

Résumé

Une tempête marine a frappé la côte du Sahel tunisien le 10 mars 2012. Ses effets ont été ressentis sur la plupart des rivages de la région, notamment ceux des agglomérations de Sousse, Monastir et Mahdia. Ils ont donné lieu à bien des débats dans la presse et les médias ainsi qu'à des échanges de photos et même de séquences de vidéos sur internet. Mais l'accent a été mis, comme c'est souvent le cas à l'occasion de ce type de situations, sur les dégâts occasionnés sur les aménagements et équipements de front de mer. La tempête, en tant que phénomène hydrologique, n'a pas fait l'objet de mesures par les services spécialisés et ses conséquences géomorphologiques n'ont pas fait l'objet de publications.

Cette proposition de communication traite de la situation sur le littoral de la ville de Sousse pour lequel nous disposons de données obtenues grâce à des observations effectuées la veille de la tempête et permettant des comparaisons significatives. Son objectif principal est d'essayer de tirer des enseignements de cet événement à travers une étude des conséquences morphologiques mais aussi de la réaction de l'administration et de la population locales.

Le travail de terrain a commencé juste le lendemain de la tempête et s'est prolongé sur une année. Cela a été décidé dans le but de permettre à la côte de passer par les différentes conditions climatiques et marines de l'année ; ce qui doit permettre d'avoir une meilleure idée sur l'évolution du rivage.

Notes :

Les représentations des usagers dans leur environnement récréatif : comparaison entre les littoraux de la Méditerranée et de la mer du Nord (France).

Christelle AUDOUIT, TVES (EA 4477), Université Lille 1

Caroline RUFIN-SOLER, TVES (EA 4477), Université du Littoral Côte d'Opale

Hervé FRANQUART, TVES (EA 4477), Université du Littoral Côte d'Opale

Philippe DEBOUDT, TVES (EA 4477), Université Lille 1

Gaëlle LE FALHER, TVES (EA 4477), Université du Littoral Côte d'Opale

contact : Caroline.Rufin-Soler@univ-littoral.fr

Mots-clés

littoral, pratiques récréatives, représentations, environnement, territoire

Résumé

Habiter le littoral, c'est investir un espace de multiples manières : y résider, fréquenter des lieux spécifiques, s'approprier des espaces de manière permanente ou ponctuelle, et cela, à des échelles temporelles différentes en fonction des usages et des pratiques. À travers les activités récréatives de plein air (pratiques hédonistes – promenades, bronzage, farniente -, nage, randonnées équestres, à vélo, pratiques naturalistes, plagistes, ...) qui sont les leurs sur l'espace littoral, les usagers se construisent des représentations spécifiques de celui-ci ; et ces représentations peuvent être différentes d'un littoral à un autre. En effet, fréquenter les espaces littoraux dans le nord et le sud de la France n'implique pas nécessairement les mêmes pratiques, ni les mêmes perceptions de l'environnement. Aussi est-il intéressant, pour chaque type de territoire, d'analyser le regard posé par les usagers sur la fréquentation des lieux, leur accessibilité, les nuisances qui les perturbent, ainsi que la mise en valeur des lieux.

Cette communication propose de comparer l'appropriation et l'usage des territoires littoraux de Méditerranée et de la mer du Nord (France). Ce travail s'effectuera à partir des données collectées, d'une part, dans le cadre d'une étude réalisée en 2013 et en 2014 sur la fréquentation des Dunes de Flandre (Nord), d'autre part, dans le cadre du projet REPERBIPa (programme OHM Littoral Méditerranéen) portant sur les étangs palavasiens (Languedoc-Roussillon) et l'étang de Biguglia (Haute-Corse). Les données du programme LIFE LAG'Nature (2009-2013) viendront de plus enrichir l'analyse des perceptions et des pratiques des lagunes du Languedoc-Roussillon.

Notes :

La sur-fréquentation du littoral méditerranéen : paroles d'usagers. Le cas des Calanques (Marseille).

Carole BARTHÉLÉMY, LPED (UMR 151) Aix-Marseille Université, IRD

Cécilia CLAEYS, LPED (UMR 151) Aix-Marseille Université, IRD

contact : carole.barthelemy@univ-amu.fr

Mots-clés

sur-fréquentation, sociologie, idéaux-type, littoral, Calanques, Marseille

Résumé

La sur-fréquentation du littoral méditerranéen est très souvent invoquée pour traiter des impacts négatifs de « l'homme sur la nature ». Ceci est particulièrement souligné dans le cadre du nouveau parc national des Calanques situé à proximité de la deuxième ville de France, Marseille. Une enquête sociologique réalisée auprès d'usagers marins (plongeurs, plaisanciers) et terrestres (promeneurs et randonneurs) avait pour objectif de questionner ces personnes sur leurs propres perceptions et points de vue sur la « sur-fréquentation des Calanques ». Cette enquête a été réalisée dans le cadre d'une recherche interdisciplinaire entre les gestionnaires du Parc, des écologues, océanologues, économistes et sociologues (programme de recherche FHUVEL – LITEAU 3).

Les résultats permettent de largement nuancer cette « menace » du point de vue de l'utilisateur. En effet, ces derniers, quel que soit leur usage marin ou terrestre, reconnaissent que la sur-fréquentation existe sur les Calanques mais qu'elle est spatialement ou temporellement située. La connaissance de moments très fréquentés leur permet de mettre en place des stratégies d'évitement (en termes de périodes à éviter, par exemple ou de choix de sites). Ces stratégies s'accompagnent d'une survalorisation des Calanques comme un lieu de nature associé à la liberté d'usage.

Une analyse plus fine des 125 entretiens réalisés permet de dégager trois idéaux-type quant à l'évocation de la sur-fréquentation : celle-ci n'existe pas – elle est acceptée/négociée, enfin, elle est dénoncée. Les usagers apportent des nuances tout à fait pertinentes dans l'utilisation parfois un peu abusive de cette notion de sur-fréquentation qui peuvent être également discutées en termes de gestion durable d'un littoral protégé.

Notes :

Habiter les habitats (naturels) : quelle place pour l'homme au sein du patrimoine naturel littoral ?

Céline BARTHON, ESO (UMR 6590), Angers

Vincent ANDREU-BOUSSUT, ESO (UMR 6590), Le Mans

Céline CHADENAS, LETG (UMR 6554), Géolittomer, Nantes

Arnaud DE LAJARTRE, Centre J. Bodin, recherche juridique et politique, UPRES (EA 4337), Angers

Xavier MICHEL, ESO (UMR 6590), Caen

contact : arnaud.bernarddelajartre@univ-angers.fr

Mots-clés

patrimoine, biodiversité, zones humides, usages, réglementation

Résumé

La préservation des espaces littoraux écologiquement les plus remarquables induit des contraintes de gestion pouvant parfois aller jusqu'à une exclusion totale de l'homme. Néanmoins, la réserve intégrale restant exceptionnelle, la plupart du temps la richesse des espaces littoraux ne bannit nullement les activités anthropiques. Les différentes manières d'habiter le littoral se trouvent alors confrontées non seulement au besoin de respecter les habitats naturels de l'aire protégée, mais aussi aux autres occupations de l'espace. Quelles hiérarchisations les gestionnaires doivent-ils opérer entre l'objectif - nécessairement prioritaire en aire protégée - de conservation de la biodiversité, et les usages parfois aussi multiples qu'antinomiques de la société civile : exploitations agricoles, aquacoles, pêche, chasse, sports de nature, tourisme balnéaire, etc. ? La sanctuarisation d'une aire remarquable pour sa biodiversité et les habitats naturels qui lui sont indispensables n'est souvent qu'un mythe tant ses caractéristiques mêmes dépendent de l'intervention de l'homme, à la fois pour la nature entretenue qu'elle constitue et pour les usages historiques et émergents qu'elle accueille.

Notre communication se propose de revisiter la notion d'habiter le patrimoine naturel dans les zones humides littorales en questionnant les processus d'appropriation en cours. Si « le meilleur moyen pour protéger le patrimoine c'est de l'occuper, de lui attribuer une fonction, de lui accorder un rôle dans la société actuelle, bref, de l'habiter » (Gravari-Barbas, 2005), qu'en est-il pour la biodiversité des espaces naturels protégés ? Qu'est-ce qui « fait patrimoine » pour les gestionnaires et les habitants (permanents et temporaires) de ces zones humides littorales ; quels sont les biens (matériels ou immatériels) considérés comme un héritage commun digne d'être transmis aux générations futures ? La subjectivité du patrimoine, son lien avec l'identité (d'un groupe ou d'un territoire) et son caractère stratégique (Péron, 2002) peuvent-ils coïncider avec les inventaires scientifiques (l'expertise écologique selon Lepart et Marty, 2006) et leurs traductions spatiale et réglementaire sur des territoires habités ?

À noter que cette problématique est intégrée dans un programme de recherche « Gouvernance et développement durable des espaces du patrimoine naturel littoral » financé par la Fondation de France et dans lequel figurent un volet vidéo et des enquêtes auprès des gestionnaires et des habitants. Des séquences filmées d'interviews d'acteurs pourront être projetées dans le cadre du colloque en fonction de l'avancement du travail de terrain et du montage vidéo.

Notes :

Nettoyer les plages pour habiter la nature.

Denis BLOT, *Habiter le monde (EA 4287)*, Université de Picardie - Jules Verne, Amiens

contact : denis.blot@u-picardie.fr

Mots-clés

déchets, nettoyage de plage, nature, anthropisation, ethnographie

Résumé

Qu'ils soient déposés par les marées, amenés par le vent ou abandonnés par les promeneurs, des déchets de toutes tailles salissent les plages. Des opérations de nettoyage sont menées par les agents des collectivités ou par des bénévoles : la présence des déchets semble rendre les lieux inhabitables. Depuis longtemps déjà certaines plages sont ratisées avec de gros moyens techniques pour offrir un sable propre aux touristes. Plus récemment se sont développées des « opérations citoyennes » pendant lesquelles les bénévoles font attention à ne pas toucher à la laisse de mer et à ne pas déranger la faune. Une ethnographie des opérations de nettoyage des plages de la côte d'Opale, questionne cette étrange manière d'habiter le littoral. Les bénévoles sont souvent des autochtones qui dénoncent les « touristes dégueulasses », mais leur principale référence n'est pas locale. Ils disent lutter contre l'impact des activités humaines sur les océans. Ce sont les symptômes des rapports entre l'homme et la nature qu'ils nettoient, et ce sont ces rapports que l'on peut questionner en s'intéressant aux déchets présents sur les cordons littoraux. Pourquoi les déchets dont personne ne se souciait autrefois sont devenus intolérables ? La nature est-elle devenue si envahissante qu'il n'y a plus d'espaces inhabités où nous pourrions laisser nos déchets ? L'imbrication extrême de la nature et des détritiques dans la laisse de mer, ou dans le désormais fameux continent plastique, laisse les bénévoles démunis, et pose la question de la restauration écologique : nettoyer la nature n'est-ce pas encore l'anthropiser ? Est-ce qu'habiter le littoral, c'est désormais habiter les océans et la planète toute entière ?

Notes :

Une cité épiscopale au cœur de la lagune languedocienne : Maguelone au Moyen Âge.

Lucie GALANO, CEMM (EA 4583), Université Montpellier 3
contact : lucie.galano@univ-montp3.fr

Mots-clés

peuplement, aménagement, littoral, île, Maguelone

Résumé

L'île de Maguelone, sur le littoral languedocien, était au Moyen Âge, le siège de la cité épiscopale du diocèse du Bas-Languedoc. Il s'agira de présenter les dynamiques de peuplement liés à la cité maguelonaise, depuis son implantation dans l'espace lagunaire jusqu'à sa désertion progressive à partir du XIV^e siècle. Grâce à l'analyse approfondie de documents d'archives nombreux et variés nous sommes en mesure de proposer une relecture de l'historiographie traditionnelle sur la cité lagunaire, qui s'inscrit dans une approche environnementale du sujet.

Durant le Moyen Âge, le siège du diocèse du Bas-Languedoc se trouvait dans l'île de Maguelone, au centre du bassin lagunaire. Ce choix d'implantation, relativement énigmatique pour une institution ecclésiastique aux exigences séculaires, n'a pas encore bénéficié de recherche aboutie confrontant les différentes théories qui ont émergé de l'historiographie régionale traditionnelle. Pourtant, la situation particulière de la cité épiscopale se présente comme un objet d'étude exceptionnel pour interroger les liens entre individus et environnement, et les mécanismes de l'appropriation du territoire et de ses ressources. Les conditions de vie sur l'île de Maguelone sont éclairées par les travaux des géomorphologues et par la documentation archivistique disponible. L'évêché de Maguelone disposant du personnel qualifié et du matériel nécessaire pour la rédaction de documents, a suscité l'élaboration d'une quantité importante de sources d'archives. Je propose de présenter une réflexion sur les dynamiques de peuplement du littoral languedocien autour de l'exemple emblématique de Maguelone, en révisant les différentes théories historiographiques et en retournant de manière systématique aux documents d'archives. Les problématiques liées à la vie insulaire seront au cœur de cette réflexion.

L'implantation de la cité épiscopale a suscité la réalisation d'aménagements particuliers et l'instauration d'activités spécifiques à ces infrastructures (le « pontaneries » surveillait le pont, assez instable, qui reliait Maguelone à la terre ferme ; la navigation était privilégiée et a nécessité la construction de débarcadères dont se chargeait le « caupolerio »). Les chanoines n'étaient donc pas les seuls à habiter Maguelone. Malgré ses ressources importantes, en poisson et en sel, et ses infrastructures répondant aux conditions de vie imposées par la vie insulaire, la cité de Maguelone s'est désertée progressivement à partir du XIV^e, imposant le transfert du siège de l'évêché à Montpellier, survenu – seulement – en 1536 : une désertion qu'il conviendra d'analyser.

Notes :

Vivre à travers le littoral dans les zones côtières du Japon.

Formes et enjeux de la réappropriation du patrimoine historique : le cas du tsunami d'origine sismique dans le village de Hirogawa (département de Wakayama).

Grégory BEAUSSART, LISST (UMR 5193), CAS, Toulouse

contact : nemeise@gmail.com

Mots-clés

Japon, risque socio-environnemental, mémoire, catastrophe, tsunami

Résumé

Le 24 décembre 1854, un séisme extrêmement puissant (M8.5) se produit au large de la péninsule de Kii, provoquant un tsunami qui ravagea sa côte ouest. Le village de Hirogawa est l'une des localités touchées. Une légende de ce village, « Le Feu des gerbes de paille », raconte que lors du séisme, un petit chef local, Hamaguchi Goryō, mit le feu aux précieuses bottes de paille de riz du village et ainsi prévint les villageois de l'approche d'un tsunami. Alertés par le feu, ceux-ci rejoignirent le chef, dans les hauteurs du village, juste avant qu'un tsunami gigantesque ne rase les habitations.

Plus de cent cinquante ans après la catastrophe, une fête annuelle célèbre la mémoire de ce chef et reproduit par le rite les actions qui sauvèrent des vies, perpétuant ainsi la mémoire du risque socioenvironnemental. Une enquête ethnographique, menée dans ce village en octobre 2013, en collaboration avec Shiraiwa Masakazu, acteur de la transmission de la légende de Hamaguchi Goryō à Hirogawa, a permis de dégager les enjeux socio-culturels pragmatiques de la réappropriation d'un patrimoine historique et identitaire autour de l'image d'un héros local. Le cas de Hirogawa, aujourd'hui connu dans tout le Japon pour son histoire et sa politique de prévention des tsunamis, est rare mais pas nécessairement unique. L'histoire nippone connaît d'autres héros légendaires et charismatiques qui ont su, en leur temps et dans la crise, protéger leur peuple des colères de la nature, et savent encore protéger de leur mémoire même longtemps après leur mort. Cette communication se propose de mettre en lumière, par une analyse anthropologique de la légende, les processus par lesquels « le Feu des gerbes de paille », en l'occurrence, devient l'engrenage qui coordonne la construction d'une identité locale, puis d'une communauté locale de protection supportant la gestion du risque socio-environnemental lié aux tsunamis, forgée entre la mer, un héros et ses descendants spirituels.

Notes :

Habiter le littoral en 2030 : quel droit pour un espace vulnérable ?

Marie-Laure LAMBERT, LIEU, Aix-Marseille Université
contact : ml.lambert@wanadoo.fr

Mots-clés

droit, littoral, propriété, domaine public, recul

Résumé

Le droit positif applicable aux modalités de construction et d'habitation du littoral semble encore peu adapté aux enjeux liés au changement climatique, et notamment à la vulnérabilité des espaces littoraux à l'élévation du niveau marin.

La contribution abordera donc trois aspects prospectifs, qui visent à proposer des évolutions de ce droit pour l'avenir.

D'une part, la loi littoral (bande inconstructible des 100 m, espaces remarquables et proches du rivage) s'est avérée peu efficace pour empêcher l'urbanisation sur les espaces côtiers les plus vulnérables. Se pose donc aujourd'hui la question des modalités de déconstruction du bâti exposé pour l'avenir. Le droit doit, dès aujourd'hui, inventer des modalités de recul équitables et généralisables sur l'ensemble des littoraux.

D'autre part, le droit actuel applicable aux espaces littoraux s'articule entre propriété privée et propriété étatique (Domaine Public Maritime). Serait-il possible, à l'avenir, d'appliquer une troisième notion, celle de patrimoine commun à un espace intermédiaire (futur DPM) ? Serait-il possible de partager les usages ou les droits d'accès au littoral de façon équitable, en organisant l'usage commun d'un espace naturel devenu rare ?

Enfin, comme l'évoque l'appel à communication, habiter, c'est « s'implanter, s'adapter et s'attacher aux lieux ». Or les modes d'habitation du littoral, notamment depuis les années 1960, consistent à « durcir » l'occupation humaine : immeubles en béton, protégés par des digues et épis en enrochements. Alors que l'on commence aujourd'hui à pressentir que l'entretien de ces structures aura un coût important face au recul du trait de côte, le droit peut-il à l'avenir favoriser des modes d'habiter non pérennes ? Si l'on s'oriente vers de l'habitat démontable (comme sont déjà censées l'être les « paillottes » dans la bande des 100m), le droit et notamment le droit fiscal saura-t-il s'adapter à ces modes d'occupation renouvelés ?

Notes :

Penser le littoral guyanais par et avec les risques environnementaux (érosion et submersion côtières – maladies vectorielles transmissibles).

Valérie MOREL, *Discontinuités (EA 2468), Université d'Artois*
contact : valerie.morel@univ-artois.fr

Mots-clés

risques environnementaux, vulnérabilité, résilience, territoire en mutation, littoral guyanais

Résumé

Cette communication repose sur un double objectif : penser le littoral guyanais, territoire changeant dans une société très dynamique mais aussi penser les enjeux contemporains du littoral guyanais, avec et par les risques environnementaux (érosion et submersion côtières, maladies vectorielles transmissibles).

La question du risque est devenue centrale dans les Sciences Humaines et Sociales tout comme le risque constitue des enjeux multiples pour le territoire littoral guyanais. D'une part, une réflexion renouvelée est engagée sur l'objet littoral dont la place se transforme en Guyane notamment avec la croissance démographique, la mobilité accrue des populations à différentes échelles spatiales, les opérations immobilières, les enjeux de conservation de la nature et des ressources patrimoniales comme les tortues marines, l'émergence des maladies vectorielles et l'argumentation de l'exploitation pétrolière que de plus en plus d'acteurs mobilisent. D'autre part, l'appropriation des risques environnementaux tant par les politiques que la société civile pose de nombreux enjeux en termes d'aménagement et de gestion territoriale pour ce département d'Outre-Mer où la gestion territoriale est trop souvent empruntée à la métropole.

Les risques environnementaux deviennent alors non pas seulement objet, mais aussi un moyen pour une autre perspective littorale en Guyane. Dans le même temps, c'est aussi le développement d'une perspective innovante d'analyse de la situation portée par la nécessité à la fois de contextualiser des vulnérabilités entre échelle globale et échelle locale et de penser la résilience de ce territoire en mutation.

Au plan méthodologique, la réflexion repose sur un investissement de terrain associant étude du milieu, entretiens avec les acteurs du territoire, questionnaires à la population, étude de documents de planification et de gestion de l'espace en mobilisant l'intérêt d'un regard interdisciplinaire des données. Les résultats obtenus attestent d'un besoin de changements pour approcher le fonctionnement du littoral guyanais sous l'angle des risques environnementaux. Parmi eux, l'évolution des schémas cognitifs et normatifs dans les milieux décisionnels, l'assouplissement des routines institutionnelles et l'ouverture d'espaces de discussion, la requalification des connaissances, la réadaptation des grilles d'analyse. Une approche du système littoral par la vulnérabilité territoriale est d'autant plus légitime que la rapidité de transformation du territoire littoral guyanais favorise la construction de territoires littoraux à risque variés, imbriqués voire cumulatifs.

Notes :

L'érosion des falaises côtières urbanisées : analyse interdisciplinaire géologie/sociologie d'une étude de cas, la commune de Carry-Le-Rouet.

Nathalie MARÇOT, BRGM Direction Régionale Provence Alpes Côte d'Azur
Laurent FISSIER, master de géographie, Aix-Marseille Université
Cécilia CLAEYS, LPED (UMR 151), Aix-Marseille Université
contact : n.marcot@brgm.fr

Mots-clés

falaises côtières, risque d'éboulement/d'érosion, vulnérabilité des littoraux urbanisés, interdisciplinarité sociologie/géologie, Carry-le-Rouet

Résumé

Du « territoire du vide » au « désir de rivage » (Corbin 1988), le littoral n'a cessé de faire l'objet d'investissements immobiliers et récréatifs croissants. La loi littorale (3 janvier 1986) intervient alors que le rivage méditerranéen est déjà densément urbanisé. Sur la Côte Bleue (nord-ouest de Marseille), l'urbanisation vient lécher au plus près les falaises côtières. Le graal que constitue la vue sur la mer (Robert 2009) et la recherche de qualité de vie y ont en quelques décennies transformé d'anciens villages de pêcheurs en communes périurbaines où les franges littorales abritent une population aisée (Berthelot et Dubois 2010) dont maisons, piscines et jardins sont soumis à un risque d'éboulement des falaises littorales.

Cette communication présente les résultats d'un programme de recherche articulant sociologie et géologie (Programme VALSE « Vulnérabilité et adaptation pour les sociétés face aux érosions de falaises côtières en région Provence Alpes Côte d'Azur », financé par la Région PACA), proposant à partir d'une étude de cas, la commune de Carry-le-Rouet, une analyse interdisciplinaire du risque d'éboulement des falaises côtières en tant que produit de l'articulation entre aléa (processus géologiques) et vulnérabilité (processus sociaux).

L'analyse géologique montre une érosion marquée sur certains secteurs de la commune. Si les acteurs sociaux mentionnent des ordres de grandeurs proches de la mesure géologique, ils qualifient en revanche différemment le risque. L'incommensurabilité entre temps long géologique et mémoire individuelle est renforcée par une faible transmission intergénérationnelle. La prédominance d'une culture anthropocentrique parmi les riverains les amène à privilégier un référent techniciste. Tandis que les gestionnaires sont partagés entre principe de précaution et clientélisme électoral, entre artificialisation et conservation des milieux.

Ce projet ouvre des pistes de réflexions concernant la mise en oeuvre d'une gestion intégrée prenant en compte processus géologiques et enjeux socio économiques dans un souci de protection des milieux.

Notes :

Saint Louis (Sénégal), les « aventuriers » de la terre.

Adrien COLY, Laboratoire LEIDI, UGB, Saint-Louis du Sénégal, Sénégal

Fatimatou SALL, Laboratoire LEIDI, UGB, Saint-Louis du Sénégal, Sénégal

contact : salltima@gmail.com

Mots-clés

Saint-Louis (Sénégal), aventuriers de la terre urbaine, formes d'appropriations de l'espace, adaptation, vulnérabilité

Résumé

Saint-Louis est une ville littorale et fluviale caractérisée par un espace disloqué et structuré autour de l'eau entre le fleuve Sénégal et l'océan atlantique.

L'urbanisation s'est réalisée sur les espaces exondés qui ont connu une saturation dans les années de sécheresse à cause d'un afflux de population important en provenance de l'arrière pays. Une course à la terre a démarré dépassant de loin les prévisions d'urbanisation. Elle aboutit à l'installation de populations sur des sites non *aedificandi*, les exposant ainsi aux risques multiples notés sur ce centre urbain du nord du Sénégal (inondations, ...). La vulnérabilité enregistrée dans cette ville relève de la multiplicité et de la complexité des interactions des différents facteurs en jeu qui s'exercent autour des questions liées à l'eau.

Cette communication revient sur le processus de production du territoire d'un site sous les contraintes des déterminants physiques, démographiques et humains. L'analyse est conduite à partir d'une démarche adoptant une modélisation par les *kinetic graph* qui permet d'apprécier les liens et leur implication dans les faits observés dans un contexte multi aléas. La vulnérabilité territoriale peut ainsi être étudiée.

L'analyse du processus urbain montre des formes d'appropriations de l'espace s'articulant autour d'axes structurant que sont la route ou la digue soutenue par des actions de remblai avec les gravats ou les déchets domestiques. Ces ouvrages permettent une conquête des bas fonds qui selon les aléas et les réponses techniques aboutit au développement d'un quartier qui contribue au remodelage d'un territoire qui s'inscrit dans une zone humide.

Notes :

Dynamiques urbaines face aux nuisances et risques industriels : croisements de représentations. Le cas de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône, France).

Aurélié ARNAUD, LIEU, Aix Marseille Université

Jean-Baptiste BOUZID, mairie de Fos-sur-Mer

Gwénaëlle THEBAULT, mairie de Fos-sur-Mer

Aurélié MALEIN, IUAR, Aix Marseille Université

contact : aurelie.arnaud@univ-amu.fr

Mots-clés

dynamiques urbaines, nuisances, risques industriels, représentations spatio-temporelles

Résumé

Dans un contexte de grande pression foncière sur un territoire convoité mais sclérosé, nous tentons d'observer différentes représentations liées aux nuisances et aux risques industriels : les points de vue des institutions et des acteurs économiques. Le terrain choisi est Fos-sur-Mer, une commune de 15 453 habitants, largement industrialisée, possédant une pression foncière certaine et de grandes étendues d'espaces naturels protégés. L'objectif de cette recherche est de montrer dans premier temps les dynamiques territoriales qui s'opèrent dans le but de mettre en place une méthodologie expérimentale de communication des enjeux du territoire destinée aux acteurs locaux et aux habitants. L'application de cette méthode permettra, plus tard, d'évaluer son efficacité dans l'élaboration de projets de développement de la commune. Dans un second temps, nous montrerons les différentes représentations des nuisances et risques liés à ces dynamiques.

Fos-sur-Mer est un territoire de contraste. Premièrement, sa richesse en biodiversité est protégée par quatre ZNIEFF, trois sites Natura 2000, une réserve naturelle, deux arrêtés de Biotope et trois ZICO. Ces espaces naturels protégés représentent 370 ha. Au total, ce sont plus de 3 500 ha de forêts et de milieux semi-naturels qui occupent le sol de Fos-sur-Mer, soit près de 40 % de la commune. Deuxièmement, les industries lourdes de la ZIP représentent environ 1 500 ha, soit 16 % du territoire communal. Troisièmement, les zones constructibles sont quasiment toutes investies d'une urbanisation dense dans le cœur historique de Fos et d'une urbanisation pavillonnaire peu dense tout autour, occupant 8 % du territoire. Enfin, la commune est ceinturée par de grandes routes nationales au fort trafic routier, par des étangs et la mer.

L'industrialisation de Fos-sur-Mer s'est réalisée dans les années 60 afin de réhausser la place économique industrialo-portuaire de Marseille sur le plan international. Le choix de Fos est lié à des facteurs géographiques, économiques et politiques. D'une vaste campagne provençale agricole, parsemée de quelques mas et dotée de grandes plages (Richard, 1989), la création de la ZIP de Fos-sur-Mer, en 1962, apporte son lot d'industries à risque et polluantes, une quantité massive de population et une urbanisation hâtive. Ce développement rapide a été réalisé dans la plus grande déconnexion avec la population locale qui a « subi » (Besson, 2011) les décisions de la préfecture de Marseille et des ministères parisiens.

Notes :

Approche exploratoire des mobilités de loisir sur le littoral marseillais

Frédéric AUDARD, ESPACE (UMR 7300), Aix-Marseille Université

Samuel CARPENTIER, ESPACE (UMR 7300), Aix-Marseille Université

contact : samuel.carpentier@univ-amu.fr

Mots-clés

mobilités, loisir, littoral, Marseille

Résumé

Cette communication s'intéresse à une dimension encore peu explorée des déplacements quotidiens à savoir les mobilités de loisir (Schlich et al., 2004). Bien que largement sous-étudiée, cette question s'avère d'une importance majeure, notamment dans les espaces vulnérables tels que les littoraux (Davenport et Davenport, 2006). À cet égard le cas du littoral marseillais, soumis à une pression anthropique forte, présente l'intérêt d'être un espace à la fois urbain et littoral.

Dans ce contexte, cette communication vise à explorer les comportements de mobilité de loisir sur la côte marseillaise en appréhendant tant les pratiques de mobilité que les représentations qui guident les modalités de mise en œuvre de ces pratiques. L'analyse porte en particulier sur la description et l'analyse des activités de loisir littoral à travers :

- l'analyse des stratégies de localisation des activités de loisir ;
- la mise en évidence de la répartition spatiale et de l'évolution des flux de déplacements de loisir ;
- l'analyse des choix des modes de transport pour les activités de loisir.

Pour ce faire, cette recherche exploite les données de l'Enquête Ménage Déplacement et Grand Territoire des Bouches-du-Rhône de 2009 (N=13 600 ménages). Cette enquête comprend notamment les activités réalisées la veille de l'enquête par les individus interrogés (dont leurs activités de loisir), ainsi qu'un module décrivant spécifiquement les déplacements de loisir réalisés de manière récurrente les week-ends (pour ¼ des enquêtés).

Ces analyses nous permettent d'identifier les espaces soumis à un risque important, lié à une grande vulnérabilité ou un aléa élevé. L'identification de ces espaces et l'analyse de ces critères de risque orientent finalement notre recherche sur :

- des potentialités de report modal vers les modes de transport collectifs ou doux ;
- la mise en lumière d'opportunités de relocalisation des activités de loisir vers des espaces moins vulnérables.

Notes :

Cueillir le littoral : relations entre flore sauvage et pollutions autour d'un site pétrochimique (Fos-sur-Mer, 13).

Carole BARTHÉLÉMY, LPED (UMR 151) Aix-Marseille Université, IRD
Isabelle LAFFONT-SCHWOB, IMBE (UMR 7263), Aix-Marseille Université, CNRS, IRD
Véronique MASOTTI, IMBE (UMR 7263), Aix-Marseille Université, CNRS, IRD
Pascale PRUDENT, Laboratoire de Chimie de l'Environnement (FRE 3416), Aix-Marseille Université, CNRS
Michel DE MÉO, IMBE (UMR 7263), Aix-Marseille Université, CNRS, IRD
Carole DI GIORGIO, IMBE (UMR 7263), Aix-Marseille Université, CNRS, IRD
Emmanuel WAFO, IMBE (UMR 7263), Aix-Marseille Université, CNRS, IRD
Evelyne OLLIVIER, Laboratoire de Pharmacognosie-Ethnopharmacologie (UMR MD-3), Aix-Marseille Université
Béatrice BAGHDIKIAN, Laboratoire de Pharmacognosie-Ethnopharmacologie (UMR MD-3), Aix-Marseille Université
contact : carole.barthelemy@univ-amu.fr

Mots-clés

Fos-sur-Mer, cueillette de plantes sauvages, mesures de pollutions, interdisciplinarité

Résumé

Le littoral méditerranéen, fortement peuplé et urbanisé, est affecté par de nombreuses sources de pollution. Cependant, il recèle une forte biodiversité notamment pour sa flore. Dans le cadre d'un projet financé par l'OHM *Littoral méditerranéen*, une recherche interdisciplinaire rassemblant des écologues, des chimistes de l'environnement, des écotoxicologues, des pharmacognostes et des sociologues a été réalisée afin de mieux comprendre les relations des habitants avec la flore sauvage en lien avec la pollution.

Territoire hautement industrialisé et impacté par un complexe pétrochimique et portuaire, Fos-sur-Mer présente également de vastes espaces naturels qui ont toujours fait l'objet de pratiques de prélèvement (chasse, pêche et cueillette). L'enquête sociologique s'est plus spécifiquement orientée vers les pratiques de cueillette de flore sauvage. Suite à ces entretiens, une démarche d'étude sur les plantes les plus cueillies et les lieux potentiels de récolte a été construite. La présence de polluants organiques et inorganiques a été détectée dans trois espèces végétales récoltées ainsi que dans les sols. Les résultats ont révélé un risque potentiel de transfert de contamination par la consommation des plantes récoltées et interrogé sur la prise en compte de ces pratiques en terme de santé humaine. Cependant, il est ardu de déduire la réelle portée de cette source d'exposition face à l'ensemble des expositions potentielles aux pollutions sur ce territoire. L'approche interdisciplinaire appliquée souligne donc la complexité quant à la prise en compte scientifique et sociopolitique des pollutions associées à un littoral très prisé par les populations locales.

Notes :

Les plages Sud de Marseille : de l'équipement urbain aux patrimoines naturel et culturel.

Carole BARTHÉLÉMY, LPED (UMR 151) Aix-Marseille Université, IRD

Sylvain LENDRE, licence Sciences de la Nature Terre et Environnement, parcours Environnement et Aménagement, UFR Sciences, Aix-Marseille Université

Jonas RECHRECHE, licence Sciences de la Nature Terre et Environnement, parcours Environnement et Aménagement, UFR Sciences, Aix-Marseille Université

Clément SARROBERT, licence Sciences de la Nature Terre et Environnement, parcours Environnement et Aménagement, UFR Sciences, Aix-Marseille Université
contact : carole.barthelemy@univ-amu.fr

Mots-clés

plages, Marseille, approche intégrée, équipement urbain, patrimonialisation culturelle et naturelle

Résumé

Dans le cadre d'un enseignement de Licence concernant l'habitat et l'urbanisme durables, des étudiants provenant pour la majorité des sciences de la vie ont travaillé sur le rôle des plages dans la ville de Marseille. L'objectif de leur travail était d'appliquer une démarche transversale entre urbanisme, sociologie et approche environnementale (notamment eu égard à la qualité de l'eau de baignade). Il s'agissait de décrire socio-démographiquement le quartier concerné, de préciser l'histoire de la plage, sa gestion actuelle et son inscription dans le tissu urbain. Enfin, les étudiants ont réalisé une enquête auprès des usagers des plages et des habitants riverains. Cette approche a ainsi été appliquée à six plages situées dans les quartiers Sud de la ville : Pointe-Rouge, les Goudes, plage de l'Huveaune et de Borrelly, les Catalans et les Prophètes.

Une typologie se dégage de l'analyse et des enquêtes qui donne à voir trois catégories de plages : les plages « patrimoniales » telles les Catalans, Pointe-Rouge et les Prophètes qui ont en commun leur insertion dans le tissu urbain et une forte appropriation locale générant des formes variées de contrôle social par les « habitués » / les plages relevant « d'un équipement urbain » telles les plages de l'Huveaune et Borrelly, qui résultent d'un projet urbain et semblent plus « ouvertes » à des usagers n'habitant pas le quartier / enfin, les plages qui s'articulent avec le patrimoine naturel telles les Goudes, insérée dans le parc national des Calanques et faisant l'objet d'une requalification. Le poster présentera la démarche réalisée, les éléments acquis pour les six plages et une proposition de catégorisation permettant de réfléchir au rôle des plages dans les villes littorales.

Notes :

L'invention d'Arcachon (XVIII^e – début XX^e siècle). Paradigmes perceptifs et formes historiques de l'habitabilité.

Rémi BERCOVITZ, ADESS (UMR 5185), CEPAGE, Bordeaux

Serge BRIFFAUD, ADESS (UMR 5185), CEPAGE, Bordeaux

contact : bercovitzremi@gmail.com

Mots-clés

histoire culturelle, paradigme perceptif, paysage, bassin d'Arcachon, tourisme

Résumé

Notre propos est de mettre à jour les paradigmes perceptifs successifs autour desquels se sont ordonnés les regards portés sur le littoral du Bassin d'Arcachon depuis le milieu du XVIII^e siècle. Par ce terme de « paradigme », nous désignons ce qui soude un temps en une concrétion culturelle datée des représentations hétérogènes, éventuellement divergentes quant à l'appréciation qu'elles contiennent des lieux, milieux et paysages concernés. De ces paradigmes dépendent à la fois l'attraction, la répulsion et, dans toutes les nuances dont elle est susceptible, la perception de la qualité et de la valeur. à un second niveau d'analyse, il s'agit d'identifier des dispositifs d'appréciation rassemblant manière de voir, de dire et d'agir, c'est-à-dire des réseaux de représentations et de pratiques relevant de la juridiction de ces mêmes paradigmes. Nous regardons ainsi ces paradigmes perceptifs comme le foyer de la cohérence globale du lien social à un espace durant une période donnée, comme la condition de possibilité de l'habitabilité des rivages.

Depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle, deux moments peuvent être identifiés : ils correspondent à autant de manières de considérer et d'aménager les paysages du bassin d'Arcachon. Dans un mouvement d'attraction/répulsion, les hommes de la fin du XVIII^e et du premier tiers du XIX^e entretiennent une relation ambivalente aux rivages. D'un côté, ils apprécient le bassin d'Arcachon pour la tranquillité de ses flots et les abondantes ressources que prodigue une nature bienfaisante. De l'autre, la façade maritime, le cordon dunaire ainsi que l'arrière pays qui entourent ledit bassin sont assimilés à un « désert » inhospitalier, stérile et peuplé de « sauvages » résignés à la misère. Seule une politique volontariste d'aménagement et de mise en culture peut transformer ces territoires désolés en espaces cultivés et civilisés. Ces projets prendront la forme d'une politique de colonisation. Enclavé au milieu du « désert landais », le bassin d'Arcachon n'est pas hermétique aux idées du siècle et fait figure de laboratoire expérimental de ces projets aux allures d'utopies physiocratiques.

La seconde période débute vers 1830 et voit l'émergence d'un nouveau regard sur le bassin d'Arcachon. On appréhende désormais cette petite baie du Golfe de Gascogne par le prisme de l'hygiénisme. La douceur du climat, l'air balsamique des forêts de pins ainsi que les bienfaits des bains de mer doivent permettre, selon les théories médicales néo-hippocratiques, de prévenir les maladies pulmonaires et infectieuses à une époque hantée par la propagation des miasmes. à mesure que les discours hygiénistes imprègnent la société, les nouveaux codes de représentation rentrent en correspondance avec des pratiques récréatives et contemplatives, celles du tourisme naissant mais aussi avec des formes singulières d'actions sur l'espace, la villégiature maritime se nourrira en effet de ce nouvel attrait pour les rivages du bassin. Dans la connivence d'un système de sociabilité, de pratiques et d'actions sur l'espace se noue un système socio-spatial spécifique.

Notes :

Cohabiter le littoral. Ethnographie de l'érosion côtière au Québec.

Charlotte BRÉDA, *Laboratoire d'anthropologie prospective, Université de Louvain, Belgique*
contact : charlotte.breda@uclouvain.be

Mots-clés

Érosion, Québec, ethnographie, anthropologie de la nature

Résumé

Dans la région de la Côte-Nord du Québec, les prévisions quant à l'impact des changements climatiques prévoient une accélération du phénomène d'érosion côtière. Par sa formation géologique, l'ensemble du littoral nord-côtier est particulièrement exposé. Ainsi, il touche 31 municipalités et 8 communautés autochtones (innues). Le phénomène, s'il est connu depuis longtemps dans cette région du Québec, transforme certaines des représentations des riverains et les logiques d'action et d'adaptation des communautés concernées, pouvant aller jusqu'à modifier leurs manières d'appréhender leur environnement.

Dans ce poster, je souhaite aborder ces transformations comme des révélateurs et des opérateurs de la diversité des manières d'aborder et d'habiter le littoral nord-côtier. Je présenterai plusieurs expériences sensibles de la relation au littoral et la place qu'elles occupent dans les dispositifs techniques d'adaptation à l'érosion. Les riverains de Sept-Îles ont en effet développé des connaissances spécifiques sur les transformations du littoral et les dynamiques côtières. Elles font partie intégrante de la vie locale. Ainsi, le littoral et ses processus font du paysage une nature vécue du dedans, participant aux identités et aux modes d'existence⁴. En retour, les identités produisent des lieux, des natures et des paysages multiples qui se dévoilent dans l'expression de l'attachement que les riverains ont pour leur territoire. Cette diversité des manières de vivre le phénomène est visible dans leurs pratiques quotidiennes et dans leurs discours qui révèlent avant tout des relations au littoral variées et hétérogènes.

L'objectif de ma recherche doctorale en anthropologie est de faire émerger, à travers la démarche originale que constitue l'ethnographie de l'érosion côtière, une réflexion sur la multiplicité des relations au littoral et leur modalité de coexistence. Elle est fondée sur une démarche inductive à partir de données récoltées lors de plusieurs terrains ethnographiques dans la région de la Côte-Nord du Québec depuis 2009, dont près de 80 entretiens. Elle se situe au croisement des débats qui animent le champ de l'anthropologie de la nature, de l'anthropologie des sciences et de l'écologie politique.

Notes :

La riviera ligure du « *Levante* ». Un espace phagocyté par le tourisme.

Sophie CANOVA, Lycée Stendhal de Milan (AEFE), Italie

contact : canovadal@inwind.it

Mots-clés

tourisme, « *rapallizzazione* », patrimonialisation.

Résumé

Le sujet veut montrer les différentes facettes de l'occupation humaine sur un littoral italien restreint à la fois dans sa longueur (une partie de la « *riviera del levante* » en Ligurie), dans sa profondeur (étroitesse du liseré côtier) et qui a un environnement qui « pèse » sur les populations et les activités.

Ce littoral présente l'originalité, par rapport aux autres littoraux italiens, d'avoir une présence humaine attestée très ancienne ce qui démontre que le phénomène de littoralisation des populations n'est pas récent mais a seulement été accentué au XIX^e siècle par l'émigration massive des paysans de « *l'entroterra* » et par le développement touristique. L'espace côtier égrène une grande diversité d'occupations humaines : des anciens villages de pêcheurs des « *cinque terre* » qui sont encore des « bouts du monde » à cause de la présence de l'Apennin ligure, au port de Gênes, premier port italien, qui a dû se créer un espace entre urbanisation et activités industrialocommerciales.

Mais à partir des années 1950 le littoral a vu arriver les masses touristiques transformant les villages en stations balnéaires avec la « *rapallizzazione* » (bétonnisation et mitage) des paysages mais aussi les aspects préservés par une volonté politique (le parc du promontoire de Portofino) qui coïncide avec une destination des VIP internationaux (le petit port de Portofino). D'autre part, depuis 1996, la ville de Gênes a mis en place un plan régulateur portuaire et a investi dans de nouveaux aménagements touristiques destinés à relancer son image (capitale européenne de la culture en 2004), à réouvrir la ville sur la mer en donnant un accès ludique, aux Gênois et aux touristes, au « *porto antico* » (avec la reconversion des vieux bassins portuaires) grâce à un nouveau « *waterfront* ».

Notes :

Analyse comparée des discours sur les risques sanitaires liés à l'implantation d'*aedes albopictus* dans deux communes du littoral méditerranéen (Nice / Aix-Marseille).

Élodie CARDOSO, master STADE, Université Joseph Fourier, Grenoble

Daniel BLEY, ESPACE (UMR 7300), CNRS, Aix-Marseille Université

Nicole VERNAZZA-LICHT, ESPACE (UMR 7300), Université Nice Sophia Antipolis

Clélia GASQUET, EHESP (UMR 190), Rennes

Jocelyn RAUDE, EHESP (UMR 190), Rennes

contact : daniel.bley@univ-amu.fr

Mots-clés

aedes albopictus, risques, analyse textuelle, littoral méditerranéen

Résumé

L'identification de premiers cas autochtones de Dengue et de Chikungunya dans le Sud-Est de la France en 2010 et l'extension de la zone d'implantation du vecteur, « le moustique tigre », pose une vraie question de santé publique. Compte tenu de l'absence de traitements contre ces maladies, la lutte anti-vectorielle constitue à ce jour le seul moyen disponible pour limiter les risques d'épidémie. Or, on constate un engagement encore faible des populations exposées, dans la mesure où leur perception du risque reste très limitée.

L'objectif de cette communication affichée sera de comprendre les perceptions de la population face à l'implantation de ce moustique et aux risques sanitaires qui y sont associés. Deux enquêtes de terrain ont été réalisées à cet effet auprès de la population de Nice en 2011 et d'Aix-Marseille en 2014 (30 entretiens au total). Nous y présenterons les résultats de l'analyse des données lexicographiques issues des entretiens effectués auprès de ces populations, à l'aide du logiciel d'analyse textuelle (IRAMUTEQ).

S'agissant des mots les plus cités, les résultats font ressortir un discours structuré autour d'une dynamique de l'action portée par la catégorie grammaticale des verbes. Le discours se construit autour d'axes forts : celui de la communication et des médias avec les mots « parler », « entendre », « connaître », de la protection avec « piquer », « mettre », « prendre » et enfin de la maladie. On note des disparités entre les villes, le discours est orienté à Nice sur le moustique en tant que « vecteur de maladie », et à Aix-Marseille en tant que « nuisance ».

L'analyse multivariée fait émerger une typologie du discours organisée autour de cinq univers lexicaux : la lutte anti-vectorielle, le lieu de vie et de reproduction du moustique, la communication, le vecteur et la santé.

L'Analyse Factorielle des Correspondances des variables actives montre pour l'axe 1, une opposition entre du côté positif un regroupement de mots liés à « l'action », au « concret », et aussi à « l'individualité » et du côté négatif avec ce qui se rattache au « collectif » ou à « l'institutionnel ».

L'Analyse Factorielle des Correspondances des entretiens arrive aux mêmes conclusions pour l'interprétation de l'axe 1 du plan factoriel avec du côté négatif un discours majoritairement centré sur les médias et du côté positif un discours plus hétérogène abordant les questions de l'environnement et de son lien avec la densité vectorielle. Pour l'axe 2 on note une opposition

entre les entretiens niçois et ceux d'Aix-Marseille. Les premiers se concentrent du côté de l'axe défini par la thématique de l'action (se protéger et agir contre le moustique) alors que les derniers sont positionnés du côté de l'axe exprimant une connaissance des populations sur le vecteur.

En conclusion, ce traitement nous a permis de montrer que si les populations étudiées ne présentent pas de diversités fortes en termes de connaissances sur le moustique, un clivage géographique apparaît entre les perceptions de la population de Nice associant plus facilement le moustique aux maladies transmises alors que celle interrogée à Aix-Marseille perçoit le moustique en termes de nuisance occasionnée. Ce discours est à corrélérer à la progression de l'implantation de l'*aedes* sur la zone littorale PACA, à la densité des vecteurs et à la connaissance de cas autochtones de Chikungunya et de Dengue. Ces résultats sont en accord avec ceux de l'enquête quantifiée réalisée en 2011 auprès d'un échantillon de population résidant sur la façade littorale méditerranéenne (Raude *et al.*, 2012).

Notes :

La prolifération d'espèces marines à enjeux environnementaux et sanitaires : hommes, microalgues et méduses.

Cécilia CLAEYS, LPED (UMR 151), Aix-Marseille Université

Louis ARREGHINI, LPED (UMR 151), Aix-Marseille Université

Rodolphe LEMEE, LOV (UMR 7093), Observatoire Océanologique

Fabien LOMBARD, LOV (UMR 7093), Observatoire Océanologique

Delphine THIBAUT, MIO (UMR 7294), Aix-Marseille Université, CNRS, Université de Toulon, IRD

Sophie MARRO, LOV (UMR 7093), Observatoire Océanologique

contact : cecilia.claeys@univ-amu.fr

Résumé

Paradoxe des temps, à l'heure où l'image d'une nature en raréfaction menacée par l'homme ne cesse de se démocratiser, une autre nature « contre-attaque ». Outre l'atteinte directe aux écosystèmes, ces proliférations peuvent affecter la santé publique et les activités humaines. Les enjeux socio-écologiques de ces processus de prolifération sont exacerbés et complexifiés dans les espaces littoraux. Les fortes densités urbaines y affectent significativement les milieux naturels d'une part et d'autre part, les proliférations d'espèces y engendrent des risques sanitaires d'autant plus élevés que les milieux naturels sont fragilisés et les populations humaines concentrées.

Cette communication présente les résultats d'un programme interdisciplinaire (sociologie/océanographie, projet de recherche PROLITENSAN, « Prolifération d'espèces littorales terrestres et marines à fort enjeux environnementaux et sanitaires : une comparaison métropole (côte méditerranéenne) et Outre-mer (côtes antillaises) », financé par la Fondation de France) mené sur le littoral méditerranéen français et dans les Antilles concernant la prolifération de microalgues et de méduses. Le corpus de données est constitué de 120 entretiens semi-directifs réalisés auprès de riverains, gestionnaires et usagers du littoral et d'un inventaire des espèces observées (Données issues des projets de recherche MediOs (Ministère de l'écologie, CG 06 et Agence de l'eau) et JELLYWATCH (CIESM) pour la Métropole et de campagnes de prélèvements spécifiques PROLITENSAN pour les Antilles).

L'analyse porte sur les interactions entre processus biologiques et anthropiques fournissant des éléments de réponses aux questions suivantes : Comment ces proliférations sont-elles qualifiées (visibilité, risque, gravité) ? Ces proliférations sont-elles considérées comme d'origine naturelle et/ou anthropique ? Donnent-elles lieu à des stratégies de gestion spécifique ? Existe-t-il une mémoire collective les concernant ? Enfin, quels sont les traits communs intersites et les spécificités territoriales ?

Ces questionnements s'inscrivent dans une réflexion sur les interactions entre vulnérabilités écologiques et sociétales. Ils explorent la notion de vulnérabilité socio-écologique en tant qu'affectation conjointe et/ou concurrente du bon état écologique des milieux, du « bien-être » et de la santé des acteurs sociaux.

Notes :

Perceptions des changements littoraux. Paroles des villageois du delta du fleuve Sénégal.

Marie-Christine CORMIER-SALEM, Mathilde FABRE, Labaly TOURÉ, Carole ALFON, Luc DESCROIX

PALOC (UMR 208), IRD, MNHN, Équipe PAOLA, LMI PATEO, Dakar, Sénégal

contact : Luc.descroix@ird.fr

Mots-clés

changements globaux, adaptation, perception, politiques publiques, SIG collaboratif

Résumé

Nombreux programmes d'atténuation des risques et d'adaptation aux changements climatiques portent sur les littoraux, tant les mutations des dernières décennies sont rapides et les pressions (naturelles et anthropiques) multiples. Transdisciplinaires et concertées, de nouvelles approches des écosystèmes littoraux sont élaborées. En Afrique, ces démarches (GIZC, POS, AMPC, PPC, etc.), dites aussi intégrées et communautaires, font également flores. Néanmoins, elles peinent à associer les communautés les premières concernées par ces changements, à savoir les habitants du littoral.

En s'appuyant sur une étude de cas, le delta du Fleuve Sénégal, cette contribution vise à appréhender les perceptions des villageois (pêcheurs, agriculteurs, éleveurs, etc.) et leurs stratégies face aux changements globaux et aux politiques publiques d'aménagement des littoraux. Devenu Réserve de Biosphère Transfrontalière en 2005, le delta du Fleuve Sénégal a été profondément marqué par la péjoration climatique (années 1970) et les aménagements tant publics (barrage de Diama, brèche de la Langue de Barbarie, création d'aires protégées,...) que privés (culture irriguée du riz, plantation de canne à sucre). Salinisation des eaux et des terres, déplacements et/ou destruction de villages, plantes invasives, inondations, etc. sont autant de contraintes pour communautés locales.

Face à ces changements, les usagers de ces espaces ont-ils modifié leur façon d'habiter le littoral ? Quelle perception ont-ils de ces changements ? Quelles sont leurs stratégies d'adaptation ?

Cette contribution présente en particulier le point de vue des villageois riverains des Parcs Nationaux des Oiseaux du Djoudj (PNOD) et de la Langue de Barbarie (PNLB).

Ces travaux, à travers divers supports visuels (cartes, repères chronologiques, photos, schémas, etc.) et un SIG collaboratif (SIRENA), mettent en évidence les principaux changements perçus sur ces espaces, et proposent des outils de discussion entre usagers, décideurs, techniciens et chercheurs.

Notes :

Le développement durable des grandes villes maritimes : le cas de Marseille dans le contexte de l'environnement méditerranéen.

Thomas CURT, IRSTEA Aix-en-Provence, **Magali DESCHAMPS-COTTIN**, LPED (UMR 151), **Joël GUIOT**, CEREGE (UM 34), Labex OT-Med, **Dominique LEFÈVRE**, MIO (UMR 7294), **Hubert MAZUREK**, LPED (UMR 151), **Claude NAPOLEONE**, INRA Avignon, **Patrick RAIMBAULT**, MIO (UMR 7294), **Samuel ROBERT**, ESPACE (UMR 7300), **Romain SUAREZ**, Labex OT-Med
contact : patrick.raimbault@univ-amu.fr

Mots-clés

métropole maritime, développement durable, environnement, Méditerranée

Résumé

L'urbanisation et la pression démographique n'ont cessé de s'accroître sur le littoral méditerranéen depuis une vingtaine d'années, soulevant d'importantes préoccupations sur la capacité des sociétés à les gérer de manière soutenable. La ville maritime est soumise à des pressions constantes, souvent incompatibles, qui correspondent à deux enjeux majeurs :

- d'une part, nous sommes sur des espaces côtiers aux écosystèmes fragiles, tant du point de vue continental que marin, qui nécessitent des politiques fortes de protection et de conservation face aux multiples activités humaines comme l'industrie, le tourisme ou la pêche, et face à l'impact des pollutions urbaines de toutes natures ;

- par ailleurs, les économies de ces régions sont souvent d'une importance capitale pour les pays, relais essentiels des grands échanges internationaux, et de ce fait sont orientées vers des activités de transport, d'industrie, de commerce et de transformation souvent fortement contaminantes.

Marseille est de ce point de vue une grande métropole caractéristique, car positionnée dans le sud de la France au sein d'environnements remarquables et intimement liés à la vie quotidienne des habitants de la ville, qu'ils soient naturels (espaces protégés, réserves, parc national) ou marqués d'une forte empreinte anthropique (zone industrielle de Fos, port commercial, vaste communauté urbaine). Cette ville est le siège de multiples interactions sociales, économiques et environnementales, situées à de multiples interfaces entre périurbain, urbain dense et desserré, littoral et mer.

Le contrat d'agglomération de Marseille Provence Métropole vise à répondre aux enjeux d'organisation et de développement de ce territoire, exprimés dans le Projet d'Agglomération 2020. Ce dernier devant favoriser le développement durable du territoire, intensifier la mobilisation des initiatives locales, maintenir et renforcer la préservation des ressources naturelles du territoire, renforcer la cohésion de l'action publique dans le territoire.

Ainsi l'agglomération marseillaise, par son caractère représentatif pour le bassin méditerranéen des phénomènes qui y sont à l'œuvre tant au niveau écologique (impact du changement climatique), qu'au niveau social et politique (étroites relations économiques et humaines avec la rive sud) pourrait se présenter comme un atelier pertinent et stimulant pour étudier et comprendre le développement soutenable de grandes cités littorales,

dans le contexte méditerranéen du changement global et de la mondialisation. Dans l'optique de démontrer cette pertinence, Le labex Objectif-terre-Méditerranée a lancé un programme « Big City » avec l'idée de créer un espace dans lequel les connaissances des différentes disciplines pourraient être rassemblées et partagées, tout en stimulant les échanges d'expérience au niveau des interfaces culturelle, sociale, économique et environnementale par la valorisation des données spatio-temporelles disponibles au sein de différents observatoires actuellement en place sur Marseille.

Le Labex à l'ambition de positionner le projet « Big City » dans un large espace méditerranéen pour identifier les meilleures pratiques de gestion et d'adaptation pour faire face aux défis spécifiques des métropoles méditerranéennes soumises aux contraintes et enjeux environnementaux, climatiques et économiques futurs.

Notes :

Mesure de l'habitabilité d'un territoire. L'exemple de Marseille Provence Métropole.

Chloé DESGRANGES, ESPACE (UMR 7300), Université d'Avignon et des pays de Vaucluse

contact : chloe.desgranges@alumni.univ-avignon.fr

Mots-clés

habitabilité, base de données foncières, évaluation politique foncière, Marseille

Résumé

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est marquée par d'importantes tensions autour de la question du foncier, principalement sur le littoral. Ce territoire, toujours attractif bien que certaines zones sont considérées comme en voie de saturation, doit faire face à des enjeux qui peuvent apparaître contradictoires : protéger des espaces naturels et agricoles de grande qualité tout en fournissant des logements adaptés à la population active, dans un contexte de foncier rare et cher.

Pour éclairer l'intervention des pouvoirs publics, il apparaît central de questionner l'habitabilité du territoire, c'est-à-dire, son potentiel d'habitation. Il s'agit de considérer de façon globale différentes facettes de l'acte d'habiter : la consommation d'espace, l'organisation des territoires et les besoins des ménages.

On définit l'habitabilité comme la capacité d'un territoire à permettre une habitation durable. Le terme « habitation » entendu comme l'acte d'habiter et « durable » dans le sens du développement durable. Cette notion intègre trois dimensions : la correspondance entre l'offre et la demande des ménages, en termes de logement abordable et en tenant compte de leur taille (opportunité) ; le caractère plus ou moins invasif de l'urbanisation par rapport aux autres types d'espaces (acceptabilité) ; et l'organisation spatiale des différentes activités liées à l'habitat (fonctionnalité).

L'objet de cette communication est de présenter cette grille de lecture formalisée dans le cadre d'une thèse portant sur la recherche d'une méthodologie pour évaluer les politiques foncières.

La mesure de l'habitabilité passe par la mobilisation de plusieurs bases de données : les fichiers foncières de la DGI, les Demandes de Valeurs Foncières, ainsi que les données INSEE issues du recensement de la population. La précision de ces bases de données permet d'envisager une analyse fine, à la parcelle ou à un carreau de 200 m. Seront présentés les résultats obtenus pour l'analyse du territoire de la communauté Marseille Provence Métropole, où les enjeux autour de la question de l'habitation sont forts entre besoin de renouvellement urbain, logement d'une population paupérisée et protection d'espaces naturels et forestiers.

Notes :

Dynamique démographique des communes du littoral métropolitain.

Maryse GAIMARD, Centre Georges Chevrier (UMR 7366), Université de Bourgogne

contact : Maryse.Gaimard@u-bourgogne.fr

Mots-clés

communes littorales, dynamique démographique, mouvement naturel, mouvement migratoire

Résumé

Le littoral subit une très forte pression démographique. Ceci est le cas partout dans le monde mais aussi en France.

En France, selon les données du dernier recensement 7,8 millions de personnes résident dans des communes littorales, dont 6,1 millions en métropole, se répartissant dans 885 communes. Ainsi près de 10 % de la population métropolitaine vivent sur les littoraux (6 % du territoire). La pression humaine demeure très forte en bord de mer. La population des communes littorales s'accroît au même rythme que la population nationale, alors que les arrière-pays se distinguent par un essor démographique très dynamique. Depuis les années 1970, les communes de l'arrière-pays connaissent un rythme de croissance annuelle de la population bien supérieur à celui des communes littorales. Cependant, la concentration de population est 2,5 fois plus forte sur le littoral que la moyenne nationale : la densité atteint 285 habitants/km² sur les côtes contre 116 en moyenne nationale et 87 dans les communes de l'arrière-pays.

La communication présentée propose de faire le point sur la dynamique démographique des communes du littoral français depuis le recensement de 1968 : évolution de la population, de la densité humaine, composantes de la croissance démographique (mouvement naturel et mouvement migratoire), composition par sexe et âge des populations littorales, etc. Il sera également fait état des différences démographiques entre façades maritimes. Cette analyse se fonde sur les données des recensements de la population.

Selon les projections de population établies par l'INSEE à l'horizon 2040, ce dynamisme du littoral français va se poursuivre pendant plusieurs années encore. La communication présentera également ces projections pour les départements littoraux : une croissance démographique soutenue et un vieillissement de la population.

Notes :

Habiter, en Europe, un littoral exposé aux tsunamis. Perceptions, représentations et attitudes des résidents, des travailleurs et des touristes.

Lydie GOELDNER-GIANELLA, PRODIG (UMR 8586), Université Paris 1

Delphine GRANCHER, CNRS, LGP (UMR 8591)

Franck LAVIGNE, PRODIG (UMR 8586), Université Paris 1

Alan LIOTARD, master Environnement, Université Paris 1.

contact : lydie.goeldner@free.fr

Mots-clés

tsunami, Europe, société littorale, perception du risque, évacuation

Résumé

Dans le cadre du programme européen ASTARTE, qui vise à améliorer la résilience des populations européennes aux tsunamis, une enquête sera conduite du printemps à l'automne 2014 dans des secteurs littoraux exposés à ce risque. La plupart des pays concernés bordent la Méditerranée (France, Espagne Grèce, Italie, Turquie), mais trois autres pays ont été choisis : le Portugal, la Norvège, et un pays non-européen - le Maroc -, afin d'intégrer la plus grande variété possible d'aléas à l'origine de tsunamis (les séismes, le volcanisme et les glissements de terrain terrestres ou sous-marins). Dans chacun des pays, des sites fortement vulnérables ont été sélectionnés pour des travaux interdisciplinaires approchant le risque sous tous ses angles, mais aussi pour l'enquête par questionnaire prévue en face à face avec les résidents, les touristes et les travailleurs locaux. Il s'agit de ports de commerce, de ports pétroliers, de sites balnéaires, patrimoniaux ou urbanisés. . .

La communication présentera les premiers résultats de l'enquête. Celle-ci porte sur la relation des individus au site exposé, leur connaissance de l'aléa et perception du risque, leurs modalités d'évacuation en cas de tsunami, leur connaissance d'un système d'alerte et de l'information délivrée - autant de composantes de la vulnérabilité des individus qui seront combinées à leur profil personnel.

L'intérêt de l'enquête réside dans son ampleur, inédite à l'échelle européenne, dans sa cible (des populations peu préparées à ce risque) et dans la variété des contextes physiques et socio-économiques pris en considération (des pays aux degrés de développement contrastés). L'enquête renseignera aussi sur des différences culturelles face à la mer ou à ce risque. Dans le cas portugais, il nous a semblé original d'examiner quel rôle le paysage littoral (et son évolution lors d'un tsunami) pouvait jouer dans la prise de conscience d'un risque imminent, et comment des vues paysagères pouvaient aider à améliorer l'information sur ce risque.

Notes :

Le paysage côtier à travers les représentations sociales. Une façon d'appréhender les modes d'habiter le littoral.

Tatiana GORBUNOVA, ESPACE (UMR 7300), CNRS, Aix-Marseille Université

Patricia CICILLE, ESPACE (UMR 7300), CNRS, Aix-Marseille Université

Alexandra SCHLEYER-LINDENMANN, ESPACE (UMR 7300), Aix-Marseille Université

Samuel ROBERT, ESPACE (UMR 7300), CNRS, Aix-Marseille Université

contact : samuel.robort@univ-amu.fr

Mots-clés

paysage littoral, perceptions et représentations sociales, enquête socio-psychologique, Méditerranée

Résumé

Qu'il soit envisagé dans sa dimension matérielle ou sa dimension idéale, le paysage est un marqueur de la manière dont le littoral est habité. Tout d'abord, en un lieu déterminé, il est une réalité matérielle complexe en permanente recomposition, qui résulte à la fois des conditions bio-géophysiques propres à l'interface terre-mer et des empreintes multiples laissées par les sociétés humaines à différentes échelles de temps et d'espace. Ensuite, il est une représentation, c'est-à-dire une construction intellectuelle issue de la combinaison des perceptions et de la sensibilité de chacun avec divers filtres culturels et sociaux. Image mentale, mémoire individuelle et collective ou encore projet, le paysage côtier est donc aussi un produit social. Dans le contexte généralisé de pressions anthropiques croissantes sur les littoraux et d'enjeux humains liés à ces pressions et à la fragilité des milieux écologiques, interroger le paysage côtier semble une entrée pertinente pour identifier et mieux comprendre les modes d'habiter le littoral.

La présente proposition se rapporte à une étude des représentations du paysage côtier et des propensions à le conserver ou le transformer dans le contexte méditerranéen français. Les travaux, menés dans le cadre d'un projet financé par la Fondation de France (VIPLI-Med : <http://www.ohm-littoral-mediterraneen.fr/spip.php?article57>), ont associé des spécialistes en psychologie, sociologie, géographie et statistique et ont permis de construire une approche méthodologique propre à l'objet et au terrain d'étude. Au cœur de cette démarche se trouve une importante enquête élaborée à partir du concept de représentation sociale et qui aborde deux notions majeures : la perception du paysage et l'attachement au lieu. Articulée autour de deux volets (des entretiens semi-directifs et une enquête par questionnaire en ligne), l'enquête permet de révéler la complexité des représentations, mais aussi les éléments structurants propres à fournir des indications utiles pour la gestion des territoires côtiers.

Notes :

Pays littoraux et risques sanitaires : réflexions sur la tragédie du « Probokoala » à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Any Désiré HOBIDO, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire

contact : anydesire@yahoo.fr

Mots-clés

déchets toxiques, risques sanitaires, humanitaires, écologiques

Résumé

Considéré jadis comme un patrimoine ancestral sacré, le littoral africain subit depuis le XV^e siècle un changement dépréciatif : comptoirs des négriers, site de navigation, de transit et d'occupation des colons. De nos jours, l'expansion du commerce mondial génère des scandales de déchets industriels qui exposent les pays littoraux africains aux risques sanitaires. Selon une enquête extraite des Archives Sciences – Écologie 2004-2008, des navires provenant des pays industrialisés, auraient déversé des produits industriels toxiques sur les littoraux de ces pays africains : Égypte, Somalie, Bénin et Nigéria. Cependant, la catastrophe environnementale qui a retenu notre attention est celle du navire « Probokoala » à Abidjan, en septembre 2006. D'après le rapport de l'Organisation mondiale de la santé, présenté en 2007, on dénombre 10 morts et plus de 100 000 blessés. Les conséquences écologiques et sanitaires sont encore visibles.

Il ressort de ce qui précède que les systèmes d'échanges commerciaux revêtent d'autres enjeux et connotations qui dépassent les normes juridiques internationales, pour se convertir en contrebandes. Notre communication vise à réfléchir sur les conséquences sanitaires, humanitaires et écologiques de l'industrialisation non maîtrisée à l'échelle internationale. Nous tenterons ensuite d'éclairer l'opinion sur le mal-être des populations vulnérables, habitants près des sites à risques et des populations en générale. Partant des traumatismes que vivent encore les populations ivoiriennes frelatées par les guerres, nous voudrions suggérer, aux décideurs de mieux renforcer les stratégies de protection de l'environnement pour rendre plus habitable, les littoraux des pays du Sud.

Notes :

L'oléiculture urbaine et périurbaine du littoral tunisien : conflits et enjeux.

Tahar JAOUACHI, CERAMAC EA 997 - MSH Clermont-Ferrand
contact : jaouachi@hotmail.fr

Mots-clés

oléiculture, urbanisation, littoral, conflit

Résumé

Depuis plusieurs décennies, les côtes méditerranéennes sont gagnées par l'artificialisation produite par l'économie résidentielle et touristique (Robert S., 2009). La question de l'impact de l'urbanisation se pose donc avec acuité. Dans le bassin méditerranéen, les zones côtières constituent des espaces à la fois stratégiques et sensibles pour la conservation, la valorisation, et la gestion du territoire (Robert S., 2009). La production agricole dans et autour des villes est une activité ancienne en Afrique du Nord. Elle fait partie intégrante des paysages culturels de la Méditerranée et des pratiques traditionnelles anciennes (Nasr, Padilla, 2004). La Tunisie, se caractérise ainsi par un patrimoine oléicole considérable. La particularité de cette culture qu'elle se situe en majorité sur le littoral qui possède les terres les plus fertiles et la pluviométrie la plus élevée du pays, mais les pressions urbaines et la demande accrue en terre et en eau, et l'exode rural restent importants sur les côtes. Les oliveraies du littoral représentent 51 % de l'effectif total d'oliviers (Observatoire national de l'huile).

Dans ce contexte, le conflit urbanisation/oléiculture, constitue un sujet important pour les autorités ainsi que les acteurs locaux. L'hypothèse de l'expansion démographique et du développement du tourisme est donc formulée. Cette communication se veut un état des lieux de la situation des oliveraies du littoral tunisien. Une étude d'impact et une analyse des conflits et des enjeux de l'olivier seront traitées.

Pour démontrer l'effet de l'urbanisation du littoral, cette communication propose des exemples différents des zones menacées ainsi que quelques statistiques, tout en s'appuyant sur des entretiens faits auprès des agriculteurs.

Notes :

Les paiements pour services écologiques ou la reconquête de la Mâamora par ses habitants ? Enquête sur une forêt emblématique du littoral méditerranéen marocain.

Saïd LASSHINI, École forestière d'ingénieurs, Maroc

Sarah VANUXEM, GREDEG (UMR 7321), CREDECO, Université de Nice Sophia

Antipolis

contact : sarahvanuxem@msn.com

Mots-clés

paiements de services écologiques, forêts méditerranéennes, populations locales, conflits d'usage, pressions anthropique et pastorale.

Résumé

Partant des travaux déjà réalisés sur le mécanisme de « compensation pour mises en défens » qui fonctionne dans la Mâamora depuis le début des années 2000 (S. Lahssini *et al.*, 2014, S. Vanuxem, à paraître), notre présentation portera sur les « paiements pour service écologique » et, plus précisément, sur la rémunération des services forestiers comme instrument de réappropriation par les populations locales de leur patrimoine et milieu. Il s'agira plus précisément de réfléchir à l'articulation entre ces nouveaux contrats de « service écologique » et les différents modes d'appropriation de la Mâamora : du domaine privé de l'État aux droits d'usage reconnus aux populations locales en passant par l'institution traditionnelle de l'agdal, un mode de gestion communautaire amazigh.

Cette présentation s'appuie sur des entretiens avec des gestionnaires forestiers et des représentants d'associations pastorales, et nous paraît d'autant plus intéressante que le site de Mâamora a été récemment choisi pour la mise en œuvre d'un projet-pilote du programme REDD (Réduire les Émissions de gaz à effet de serre en luttant contre la déforestation et la dégradation des forêts), qui se monte sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et, plus précisément, de Silva Mediterranea et du Plan Bleu. Le projet-pilote, qui repose sur les « compensations pour mises en défens » déjà en œuvre, s'inscrit dans le cadre d'un projet plus global financé par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et intitulé « Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changement climatique ».

Notes :

Des flèches et des filets. Esquisse de la diversité des pêches à l'embouchure d'un fleuve amazonien.

Pauline LAVAL, MNHN

contact : pauline.ethnoeco@gmail.com

Mots-clés

Oyapock, pêche artisanale, techniques, savoirs locaux

Résumé

Le fleuve Oyapock marque la frontière entre le Brésil et la Guyane française depuis 1900. Sur le plan humain pourtant, ce fleuve comme tant d'autres en Amazonie est davantage un espace de vie qu'une frontière. Face à l'immensité de la forêt environnante, les cours d'eau sont les voies de transport privilégiées, les berges le lieu idéal pour habiter et les embouchures les premiers lieux investis par les colons européens et les migrants venus des côtes brésiliennes. Ainsi, on constate qu'au fil du temps le bas Oyapock s'est constitué en véritable creuset de populations, formant un bassin d'activités humaines qui réunit aujourd'hui 25 000 habitants aux diverses origines : Amérindiens (Palikur, Galibi-Marworno, Karipuna, Kalina), Créoles, Noirs-Marrons, Brésiliens et « Métros » (Français de métropole). Dans un contexte où la production domestique remplit une part essentielle de l'alimentation, la pêche est une activité majeure. Ces dernières années, elle a pris un essor considérable dans l'économie régionale.

Cette communication a pour objectif de présenter les premiers résultats d'une thèse en ethnoécologie menée sur le terrain depuis 2012. Montrer les spécificités des peuples de l'Oyapock dans leur manière d'habiter leur territoire, spécificités qui se traduisent par des habitats spécifiques et des connaissances particulières sur leur milieu, et au niveau de la pêche, par les richesses des savoirs naturalistes et des techniques de pêche employées, afin de mettre au jour les différents enjeux (gestion et conflits) qui se dessinent dans cette région autour de la pêche, sera l'objectif de cette communication. Nous nous appuyons sur d'abondants résultats concernant la toponymie, la taxonomie, les techniques de pêche et la symbolique du milieu aquatique pour étayer notre propos.

Notes :

Qualité de vie sur le littoral : quelles aménités pour quelles populations ?

Sandrine LYSER, UR ADBX, IRSTEA
contact : sandrine.lyser@irstea.fr

Mots-clés

qualité de vie, territoires littoraux et fluvio-estuariens, démographie, typologie, analyse factorielle multiple

Résumé

Le terme de qualité de vie, bien que difficile à définir, est largement utilisé aujourd'hui dans différents champs de recherche. Dans le domaine des sciences régionales et de l'aménagement, l'analyse et la mesure de la qualité de vie permettent d'intégrer les différentes composantes des conditions de vie d'une population et d'établir un diagnostic des situations socioéconomiques comme environnementales d'un territoire. Les indicateurs de qualité alimentent par conséquent différents classements de quartiers ou de communes. Mais l'interprétation de ces classements serait incomplète sans une connaissance fine des processus démographiques qui ont marqué les dynamiques des territoires. En effet, la démographie offre une clé de lecture des dynamiques territoriales productives ou résidentielles.

Cette présentation met en évidence l'intérêt de conduire une analyse démographique pour mieux interpréter les mesures objectives de la qualité de vie, à l'échelle communale. La recherche s'est concentrée sur l'application des méthodes d'analyse démographique et statistique permettant d'explorer différents phénomènes démographiques qui ont affecté les conditions de vie des territoires. Elle met un focus particulier sur le traitement de la multidimensionnalité des déterminants des comportements démographiques par l'application de la méthode de l'analyse factorielle multiple (AFM).

La méthodologie proposée est illustrée à partir de données du recensement (INSEE) de la population de 303 communes estuariennes et littorales de la façade atlantique. Elle facilite une lecture approfondie de la typologie en quatre classes des communes (« urbaines », « périurbaines », « offre de services », « accès aux aménités »), définie selon les indicateurs synthétiques des conditions de vie.

Il est finalement possible d'appréhender les spécificités démographiques (effectif, structure de la population, mortalité) qui participent à expliquer les différences qualitatives des groupes de communes en matière de conditions de vie. Nous montrons par exemple que les communes en bord de mer offrant divers équipements et services sont particulièrement attractives pour les populations âgées.

Notes :

Usages sociaux du littoral de Balagne. Le cas des loisirs et sports de nature.

Ludovic MARTEL, LISA (UMR 6240), Università di Corsica

Johan JOUVE, LISA (UMR 6240), Università di Corsica

contact : martel@univ-corse.fr

Mots-clés

littoral, usages sociaux, représentations sociales, loisirs et sports de nature

Résumé

Habiter le littoral peut revêtir des configurations plurielles. Dans cette communication, l'habitabilité sera entendue au sens du loisir et du travail.

Du loisir d'abord parce qu'une enquête récente menée en Balagne (Martel & Raffalli : 2014, à paraître) montre que les quatre pratiques sportives favorites des résidents se déroulent toutes dans la nature, sur un territoire que ces derniers considèrent comme propice aux sports de nature pour 96 % d'entre eux. Du travail, ensuite, parce que la Balagne est la première destination touristique de Corse (ATC : 2012). Pour répondre à la forte demande de consommation de loisirs sportifs de nature des vacanciers, pas moins de 60 prestataires se sont organisés sur ce même territoire.

Selon des temporalités quotidiennes et/ou saisonnières, ces pratiques ludosportives se massifient, ce qui peut apparaître comme une entrave à la préservation de l'environnement.

Charreton (1994) montre que les pratiquants ne sont plus dans l'idée de « vouloir lutter et de conquérir la nature » mais de « se fondre en elle et mieux en profiter », reléguant ainsi le spectre d'une nature, objet de consommation. Long (2012) expose, quant à lui, que cette responsabilisation environnementale ne s'avère pas toujours une évidence, particulièrement lorsque des enjeux économiques existent.

L'objet de la communication est de rendre compte des résultats d'une enquête en cours (financée par l'OHM Littoral méditerranéen, au titre de l'appel à projet 2014) qui met en tension ces deux perspectives. Elle a, plus précisément, pour objectif d'analyser les usages sociaux du littoral de Balagne. Quelles représentations par les pratiquants ? Quelles migrations entre littoral et rétro littoral ? Quels rapports à la nature ? Quelles perceptions des impacts de ces usages ont les pratiquants ? Quelles stratégies de légitimation ? Quels conflits autour de la définition de ce que pourraient être les bonnes et les mauvaises² pratiques (nous pensons plus particulièrement, ici, aux loisirs motorisés) ? Telles sont les questions envisagées.

La méthodologie retenue s'appuie sur une démarche quantitative - passation de questionnaires - et qualitative - entretiens semi directifs et focus groupe.

Notes :

Copiloter ou instrumenter : la gestion du domaine de la Palissade (Parc Naturel de Camargue).

Fabien MILANOVIC, Sup'Biotech Paris
 contact : Fabien.Milanovic@supbiotech.fr

Mots-clés

PNR Camargue, gestion de la nature, anthropocentrisme, écocentrisme, entités biotiques

Résumé

Avec le cheminement historique des dispositifs de protection de la nature vers ceux dédiés à une gestion de la biodiversité (Blandin 2010), qui se retrouve dans les orientations du Conservatoire du Littoral (Kalaora 2010), à quels enjeux, quelles difficultés, sont confrontées les pratiques d'administration de la nature qui ne sont pas anthropocentrées ? Comment les pratiques gestionnaires d'espaces naturels (littoraux), pondèrent-elles dynamiques naturelles et interventionnisme humain ?

Ne plus être au centre du monde que l'on habite, ou tout au moins pondérer une relation anthropocentrée à la nature par une relation « écocentrée » est une potentielle source de conflits. Pour l'illustrer, je référerai à l'étude empirique d'un cas (s'appuyant sur sept entretiens et l'équivalent de trois jours d'observations situées) issue d'une recherche sociologique (Milanovic 2013) : le dispositif de démoustication, initié en 2005, au sein du PNR Camargue. Je concentrai les investigations sur le domaine de la Palissade, où les orientations écocentrées des gestionnaires doivent intégrer les pratiques anthropocentristes d'une « démoustication de confort ».

La conclusion s'appuie sur cette étude de cas pour développer une réflexion en termes de socialisation de la nature, avec comme originalité d'interroger le statut des « entités biotiques » (nécessairement des « ressources » ?) dans la relation que les humains nouent avec elles. C'est ainsi la manière d'habiter notre monde, d'y interagir avec d'autres espèces, qui est mise en avant.

Appréhender les entités biotiques, non pas anthropocentriquement mais écocentriquement, au regard de leur contribution à des dynamiques écologiques, soulève les enjeux spatiaux d'une gestion des entités biotiques sensible à leur diversité.

Notes :

La Rance maritime, la « fabrication » d'un territoire hier, aujourd'hui et demain.

Edwige MOTTE, LETG (UMR 6554), COSTEL, OSU de Rennes, Université Rennes 2

contact : edwige.motte@gmail.com

Mots-clés

ressources, paysage, patrimoine, représentations, identité

Résumé

La Rance maritime est un espace littoral anthropisé bien spécifique, gouverné par les effets dynamiques d'une marée fortement pénétrante. Dès le XV^e siècle, les moulins à marée construits le long du rivage pour tirer profit de l'énergie des courants ont contribué à marquer la vocation industrielle du territoire. L'implantation de l'usine marémotrice dans les années 1960 a finalement prolongé une tradition ancienne de production énergétique. Toutefois, la nature et l'échelle de l'ouvrage marquent une rupture paysagère à la fois écologique, et identitaire. Le régime sédimentaire de l'estuaire a été doublement remanié. Les micro-dynamiques établies localement à l'échelle des moulins et de leur bassin de retenue ont disparu et les cycles naturels de marée ont laissé place aux rythmes dictés par les exigences techniques d'EDF. Les moulins à marée, éléments paysagers autrefois fonctionnels sont progressivement devenus de simples vestiges architecturaux. Les acteurs actuels de l'aménagement les utilisent parfois pour de nouvelles activités (patrimonialisation, loisirs...).

Cette communication propose, à partir d'un corpus de documents iconographiques issus de différentes époques (peintures, photos, gravures...), d'étudier les représentations de la Rance maritime au cours du temps en vue de mettre en évidence les bifurcations identitaires évoquées à travers leurs traductions plastiques et esthétiques. La géolocalisation des paysages montrés (peints, dessinés, photographiés) selon les périodes vise à mettre en avant les lieux privilégiés au cours du temps tandis que l'extraction du contenu factuel (organisation plastique et objets représentés) des supports permet de faire émerger des modes (systèmes) de représentation et des thématiques récurrentes. L'interprétation des résultats peut alors donner lieu à une analyse du processus d'artialisation fondée sur des données spécifiques à un milieu industriel depuis plusieurs siècles et destiné, par ses aménageurs d'aujourd'hui, à devenir un paysage écologiquement remarquable.

Notes :

Cohabitation des communautés camerounaises et étrangères et gestion des ressources côtières de Kribi.

Moïse MVETUMBO, CASS-RT, Yaoundé, Cameroun

Antoine SOCPA, CASS-RT, Yaoundé, Cameroun

contact : mvetmoise@yahoo.fr

Mots-clés

communautés, ressources, savoir-faire, conflits, cohabitation

Résumé

La présente communication est le fruit d'un travail de recherche conduit dans les villages Londji et Nziou situés dans la région du sud Cameroun en 2013. Dans cette zone côtière, les ressources sont conjointement gérées par les communautés camerounaise, nigériane et béninoise. Le projet scientifique de cette étude est de cerner les enjeux économiques et socio-culturels des littoraux, l'organisation sociale des campements, les méthodes d'appropriation des ressources environnementales et de gestion des conflits mobilisées par ces différentes communautés. Pour mener à bien cette réflexion, la méthode de collecte a été structurée autour de la recherche documentaire et d'autres techniques usuelles d'investigation en recherche qualitative. Les théories de l'écologie culturelle et de l'anthropologie du nouvel institutionnalisme ont servi de grille d'interprétation des données.

Les aboutissements scientifiques de cette étude montrent que les multiples ressources disponibles remplissent des fonctions (économique, alimentaire, médicale, socio-culturelle) vitales dans le quotidien des populations et que leur exploitation est autorisée à tous les résidents des campements à la seule condition de s'adapter aux exigences de la législation de l'État et les normes locales. Par ailleurs, au niveau des activités de subsistance, l'agriculture, la chasse, le tourisme sont en grande partie l'apanage des populations locales tandis que le commerce et la pêche font l'objet d'une participation mutuelle. Le travail présente aussi les manifestations socio-culturelles en rapport avec l'environnement. Pour ce qui est des conflits sociaux, on note des démêlés entre patrons-employés, des accusations sur la destruction des matériels et la disparition des cargaisons de pêche. S'agissant du volet environnemental, on enregistre la surexploitation des ressources halieutiques du fait de la forte migration ouest africaine et de la modernisation progressive des embarcations de pêche, la pollution des eaux, les constructions sur les abords de la plage et l'exploitation illégale du sable ; toutes choses qui entraînent le recul des côtes ainsi que la dégradation des mangroves. Face à ces situations, les structures de dialogue et de gestion des conflits (autorités traditionnelles, administratives et juridiques) essayent tant bien que mal, de rétablir la cohésion sociale entre les communautés, les clans et groupes corporatistes aux intérêts disparates.

Notes :

Développement urbain et vulnérabilité des territoires littoraux : analyse des pressions sur l'eau et la couverture végétale à Douala (Cameroun).

Antoine de Padoue NSEGBE, GREVA, École Normale Supérieure, Université de Yaoundé I, Cameroun

*Patrick POTTIER, LETG (UMR 6554), Géolittomer, Université de Nantes (IGARUN)
contact : ansegbe2001@gmail.com*

Mots-clés

développement urbain, villes littorales, pressions, vulnérabilité, ressources

Résumé

Douala est avec 2,34 millions d'habitants (ONU-2010) la première ville du Cameroun au regard de sa population, juste au dessus de Yaoundé la capitale administrative du pays. Elle a enregistré un taux de croissance démographique annuel de 4,7 % entre 1987 et 2005, provoquant ainsi un développement spatial d'une ampleur particulière. Selon la MAETUR (Mission d'aménagement et d'équipement des terrains urbains et ruraux), la ville n'occupait que 4 800 hectares en 1980, pour 9 458 en 1990 et 17 850 en 2000, soit 13 000 ha de plus par rapport à 1980, une surface ainsi multipliée par 3,7 en 20 ans et un doublement après 1990, en seulement 10 ans. Cet étalement s'est effectué au détriment d'un environnement naturel d'une réelle richesse, marqué par la présence de l'estuaire double du Wouri et de la Dibamba, d'importantes surfaces en eau et de nombreuses zones de végétation remarquable.

Face à cette situation, le présent travail met en évidence et caractérise les pressions urbaines sur les ressources naturelles et notamment deux d'entre-elles particulièrement sensibles et emblématiques de cette région, celle de la forêt atlantique littorale et celle de l'eau qui est source de vie. La démarche vise à élaborer un système d'indicateurs de risque et d'état des ressources impactées pour mettre en évidence la chaîne de causalité qui unit les facteurs de dégradation, ici le développement urbain considéré comme l'aléa, et l'état des éléments sensibles du milieu impactés par cette dégradation.

Cette mise en évidence se fera d'abord sur les ressources forestières à travers le traitement disjoint et la comparaison de deux images satellitales qui permettront de déceler les mutations spatiales liées au développement de l'habitat et des activités. Elle se fera ensuite sur les ressources en eau à travers l'analyse du risque de pénurie et l'évaluation de leur pollution.

Notes :

Les visiteurs des profondeurs. Une évaluation des pratiques de la plongée sous-marine à Marseille.

Théophile PLOUVIER, master 2 GEOPRAD, Université de Nice Sophia Antipolis
Samuel ROBERT, ESPACE (UMR 7300), CNRS, Aix Marseille Université
contact : theophile.plouvier@hotmail.fr

Mots-clés

plongée sous-marine, fréquentation récréative, outil de gestion, littoral marseillais

Résumé

Depuis plusieurs décennies, la plongée sous-marine se démocratise sur les côtes méditerranéennes entraînant une hausse du nombre de structures pratiquant ce sport extrême et multipliant le nombre d'usagers. À Marseille, du fait de l'histoire de la commune et des richesses sous-marines de son littoral, cette activité est fortement ancrée dans les habitudes. Bien que pendant longtemps uniquement pratiquée par la population locale, la plongée est peu à peu devenue un élément de l'offre touristique. En parallèle à cela, le contexte institutionnel et réglementaire concernant les espaces naturels, avec notamment la création récente du Parc National des Calanques à l'est et le parc marin de la Côte Bleue à l'ouest, a imposé de nouvelles préoccupations pour la gestion et le suivi des activités qui s'y déroulent. Pourtant, la connaissance spatio-temporelle de la pratique de la plongée sous-marine reste à ce jour mal documentée.

Dans le cadre de l'OHM « Littoral méditerranéen », nous nous sommes donc engagés dans la mise au point d'une méthodologie permettant la remontée de données pertinentes tout en répondant aux contraintes des gestionnaires. Pour cela, nous travaillons actuellement à la mise à plat des différents éléments concernés et intervenant dans la pratique de l'activité. Ceci consiste tout d'abord à reconnaître les différents acteurs présents, les paramètres de leurs pratiques (sites fréquentés, fréquences de sortie, etc.) mais également les caractéristiques propres des sites de plongée (profondeur, richesse biologique etc.) présents sur l'aire d'étude, les motivations pour s'y rendre, etc. Ces données doivent permettre d'établir une cartographie de l'activité. Par la suite, et par l'évaluation des dispositions des acteurs à s'engager dans une démarche collaborative inscrite dans la durée, nous envisageons la faisabilité d'un outil commun permettant d'apprécier la fréquentation des sites par les plongeurs et mis à jour annuellement. In fine, nous espérons que cette démarche puisse être transposée à d'autres territoires littoraux.

Notes :

Les pratiques de pêches artisanales de Méditerranée. Les débuts d'une gestion hétérogène et complexe.

*Nastassia REYES, Éco-anthropologie et ethnobiologie (UMR 7206),
Écosystèmes marins exploités (UMR 212), MNHN
contact : nreyes@mnhn.fr*

Mots-clés

petite pêche, Méditerranée, pratiques, gestion

Résumé

En interaction quotidienne avec le milieu et les ressources, les pêcheurs artisans sont des acteurs essentiels de l'espace littoral (Johannes, 1978). L'activité des pêcheurs « petits métiers » est dominante à 80 % en Méditerranée française (Lecou, 2010). Administrativement, la petite pêche n'a pas de définition propre (Reyes, 2012). A priori incluse dans un même ensemble, elle recouvre, en fait, une forte hétérogénéité.

Dans le Languedoc-Roussillon elle se concentre notamment dans les étangs. La richesse des techniques et le mode d'appropriation de l'espace témoignent de l'originalité des modes d'exploitations existant sur ce milieu (Giovannoni, 1995 ; Marty, 2005).

À partir d'une approche en anthropologie nous montrerons que l'hétérogénéité des pratiques professionnelles est telle que, d'un étang à l'autre, les pêcheries sont contrastées. L'enjeu est de parvenir à comprendre les particularités locales pour établir des politiques adaptées aux réalités écologiques et professionnelles de ces pêcheurs.

Notes :

La gouvernance locale de l'eau entre logiques et stratégies des acteurs et enjeux des interventions étatiques : l'évolution de la politique de l'eau d'irrigation au Maroc.

Hind SABRI, LIRCES (EA 3159), Université de Nice Sophia Antipolis
 contact : hind.sabri@rocketmail.com

Mots-clés

eau, gouvernance, gestion intégrée, développement, irrigation, stratégies, logiques

Résumé

Depuis l'indépendance, l'agriculture irriguée au Maroc est devenue le secteur stratégique au développement social et économique. Les logiques étatiques basées sur des interventions publiques rigides de la gestion et de l'organisation de l'eau d'irrigation ont montré leurs limites. Pour faire face aux contraintes climatiques et démographiques, les défaites des politiques technicistes et aménagistes fondées sur l'adoption de plusieurs programmes de développement agricole et de réformes structurelles poussent à réfléchir sur de nouveaux modes de gouvernance. Ainsi, les dernières décennies, ont été le siège du désengagement partiel de l'État dans le cadre de la gestion de l'eau tout en cédant la place aux nouvelles structures associatives.

Dans le processus de l'évolution de la politique de l'eau au Maroc (le passage d'une gestion globale et centrale à une gestion intégrée et locale de l'eau), l'eau d'irrigation a toujours été le socle des stratégies de développement économique et social du pays. En effet, nous ne pouvons guère nous limiter à une date récente la primauté de l'eau agricole dans les processus de développement. L'eau d'irrigation n'a pas cessé, ainsi, d'être le secteur prépondérant et favorable aux nombreuses politiques étatiques notamment celle de la grande hydraulique du protectorat français. La même conception politique a persisté avec l'État du Maroc indépendant. En ignorant les modalités de la gestion communautaire des ressources en eau, la politique aménagiste et techniciste, a été tenu en échec depuis les années 80. Devant la défaite des modèles « universalistes » imposés par l'État garant, la réflexion sur des nouvelles modalités de la gestion de l'eau d'irrigation dans un processus intégré demeure incontournable dans un cadre global qui porte le nom de la gouvernance locale de l'eau.

Dans le contexte marocain, sans irrigation peu de cultures peuvent résister aux conditions climatiques et topographiques aléatoires. Le recours à l'irrigation constitue une nécessité pour la majeure partie de son territoire. L'irrégularité du climat se rajoute à la répartition inégale de ses ressources en eau interrégionale en constituant une « insularité hydraulique » (Barah Mikael, 45). L'orientation des stratégies de l'État vers une approche concertée des ressources en eau est une réponse aux exigences de trois échelles interdépendantes : internationales, nationales et locales. Dans le processus de la gouvernance, l'eau s'est avérée comme un élément crucial au développement local d'où la nécessité de mettre en œuvre une politique bien adaptée aux exigences sociales, écologiques, économiques, juridiques et territoriales des contextes

locaux. La gouvernance est le passage d'une vision globale et centrale à une vision beaucoup plus intégrée et concertée des ressources en eau. Dans son cadre plus étendu, plusieurs acteurs locaux, régionaux et nationaux sont invités à être associés à la gestion collective des ressources naturelles y compris l'eau.

Notes :

L'adaptation littorale au changement climatique en Charente-Maritime.

Arnaud VALADIER, DREAL Poitou-Charentes

Jean RICHER, École de Chaillot - Cité de l'architecture et du patrimoine, École des Ponts ParisTech

contact : jeanricherarchitecte@gmail.com

« D'après la tradition, une cité d'Antioche, dont le nom se lie probablement au souvenir des croisades, aurait existé jadis sur la rive occidentale de l'île [de Ré], près des écueils redoutés de Chanchardon ; les eaux de la « mer sauvage » l'auraient engloutie pendant une tempête... »

Élisée Reclus, *Géographie universelle* tome II - La France, 1876, p. 265

Mots-clés

littoral, adaptation, changement climatique, planification, projet d'aménagement

Résumé

Les effets du changement climatiques sont connus. Il convient maintenant d'imaginer des stratégies d'adaptation territorialisées - spécifiques aux bassins de risques recensés - sur les territoires littoraux et rétrolittoraux. La présente étude - réalisée en collaboration avec le CGEDD, la DREAL Poitou-Charentes et la DDTM 17 - se concentre sur la partie nord du département de Charente-Maritime (aire urbaine de La Rochelle / Rochefort avec une extension sur l'Aunis, et de la baie de l'Aiguillon à l'estuaire de la Charente. Les côtes basses soumises à l'érosion et à la submersion, l'urbanisation du rivage et les fortes sensibilités environnementales des marais littoraux forment un système complexe qui se joue des découpages administratifs.

La spécificité de cette étude est de placer le projet d'aménagement urbain comme production de connaissances pour le territoire, d'une part, et de relations entre les acteurs, d'autre part. Dans une première partie et à partir des conséquences connues du changement climatique sur la partie nord de la Charente-Maritime, un projet d'aménagement « transactionnel » a été établi à partir de trois tendances. Il articule des enjeux thématiques (littoral et milieu naturel, urbanisme, agriculture) et des enjeux transversaux (économie, paysage et foncier).

La seconde partie de l'étude traite des modalités de mise en œuvre de ce projet transactionnel en interrogeant les outils d'aménagement du territoire existants. Elle se focalise plus particulièrement sur la planification stratégique allant du SRCAE aux SCoT, la planification tactique et son adaptation bâtementaire (PLU et PLUi), l'Évaluation environnementale - pour les projets, plans et programmes - et enfin les actions foncières anticipatrices (réserves foncières préventives). L'étude aborde de la même manière la gouvernance entre les services de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics et les acteurs privés. Cette étude met en valeur les co-bénéfices des actions croisées entre urbanisme, agriculture et environnement en réponses au changement climatique qui affectera le littoral charentais. La méthode de travail, celle du projet transactionnel - est généralisable à d'autres territoires puisqu'il s'agit de préfigurer les grands territoires par le projet en développant des processus collectifs au profit d'un management d'intervention.

Notes :

Anticiper la diffusion de l'habitat en région littorale : pression urbaine et espaces à enjeux. Application en région PACA.

Christine VOIRON-CANICIO, ESPACE (UMR 7300), Université de Nice Sophia Antipolis

Sophie LIZIARD, Fabrice DECOUPIGNY, Alexandre ORNON, Romain SÉRY, Florian SANT, Delphine ROUSSEL, Cyril OBADIA, ESPACE (UMR 7300), Université de Nice Sophia Antipolis
contact : Christine.VOIRON@unice.fr

Mots-clés

bâti, espace à enjeux, pression urbaine, réglementation, vulnérabilité

Résumé

Bien qu'étant déjà très urbanisés, les littoraux de la région PACA continuent d'enregistrer une forte croissance du bâti. Or, si les déterminants du processus d'artificialisation sont connus dans leurs grandes lignes – pression urbaine, présence de surfaces agricoles et naturelles, protections environnementales inégalement réparties, règlements d'urbanisme permissifs ou non appliqués – les modalités de diffusion du bâti ne sont pas identiques le long des littoraux. La recherche présentée est sous-tendue par l'hypothèse que les espaces littoraux possèdent un potentiel d'urbanisation différencié, qui relève d'une part, de l'intensité de la pression urbaine exogène qui s'exerce sur eux et d'autre part, des possibilités locales de réponse à cette pression.

Cette communication détaille une démarche prospective descendante dont le but est d'anticiper la localisation des futures zones d'urbanisation littorale.

La première partie présente les déterminants de l'extension du bâti sur les espaces côtiers du littoral provençal, tels qu'ils ressortent d'un modèle de dynamique de l'occupation du sol, à une échelle fine (maillage de 200 m x 200 m).

La deuxième partie estime les potentialités d'urbanisation à venir, au regard de ces déterminants, dans trois zones littorales de la région PACA, dont l'étendue et les caractéristiques d'occupation du sol sont différentes – La Côte Bleue, la zone de Cassis-La Ciotat-Ceyreste et une zone appartenant aux communes d'Antibes et de Vallauris.

Les espaces susceptibles d'être urbanisés sont tout d'abord détectés. Puis, ceux-ci font l'objet d'une analyse destinée à identifier les espaces à enjeux selon des critères d'ordre paysager, patrimonial et environnemental. Les règlements d'urbanisme et les protections des sites inscrits et classés sont ensuite examinés afin de repérer, parmi les espaces à enjeux, ceux qui se révèlent les plus vulnérables face à la pression urbaine future.

Notes :

Résumés

Vendredi 17 octobre 2014

Habiter l'île de Sein en 2014 : enjeux et perspectives.

Louis BRIGAND, LETG (UMR 6554), Géomer, Brest
 contact : Louis.Brigand@univ-brest.fr

Mots-clés

îles, insularité, modes de vie, entrepreneuriat, prospective

Résumé

L'objectif de la communication est d'engager une réflexion historique et prospective sur les modes de vie de la plus petite des îles françaises métropolitaines, la plus difficile d'accès, la plus menacée par la remontée du niveau de la mer, la plus éprouvée par les tempêtes de cet hiver et l'une des moins peuplées des îles du Ponant : l'île de Sein.

Il s'agira à travers une étude fine des structures démographiques et de l'emploi de comprendre l'évolution sociale et économique de ces cinquante dernières années en mettant en parallèle, d'une part l'évolution des activités et des modes de vie et, d'autre part, en mettant en perspective les enjeux qui se posent pour le devenir, à l'horizon 2040, de cette communauté îlienne de 220 habitants vivant sur un territoire de moins de 60 ha.

Au-delà de l'analyse des effets structurels de l'insularité, il s'agira de comprendre d'une part les facteurs qui aujourd'hui conditionnent les changements mais aussi de s'interroger sur les paramètres de viabilité d'un espace soumis à de fortes contraintes de nature différente, comme l'accessibilité au foncier mais aussi la vulnérabilité environnementale ou encore l'emprise des résidents secondaires.

Cette présentation s'appuiera sur les recherches engagées dans le cadre du programme ID-îles (Initiatives et développement des îles) portant sur les néo-entrepreneurs dans les îles du Ponant et sur une réflexion prospective menée dans le cadre d'un atelier mené au sein de la Zone Atelier Zabri sur le devenir des îles de l'Iroise. Des vidéogrammes réalisés auprès de la population de l'île permettront de saisir la perception que les habitants peuvent avoir des changements actuels.

La mise en parallèle avec les autres îles du Ponant permettra de caractériser et de mettre en perspective la situation de Sein avec les îles voisines de Molène et de Ouessant.

Notes :

Les îles du Frioul, ou la construction d'un lieu : une bastida insulaire.

Vincent HERBERT, TVES (EA 4477), Université du Littoral Côte d'Opale
contact : vh littoral@orange.fr

Mots-clés

Frioul, gouvernance, projet, association, bastide

Résumé

L'archipel du Frioul se localise au cœur de la rade de Marseille. Cet espace représente une marge territoriale de l'espace urbain marseillais (Herbert, 2010). La principale originalité du site relève de sa fonction résidentielle : les premiers habitants civils se sont installés il y a une trentaine d'années.

Dans le contexte de la mise en place du Parc national des calanques, ces îles représentaient un cas d'étude spécifique (Programme CDE-Calanques). Les diverses modifications définissant le périmètre final du Parc, en parallèle à la question du degré d'acceptation du projet par les insulaires, ont conduit à s'interroger sur le mode de fonctionnement de cette microsociété insulaire. Le travail mené en juin 2010, fondé sur des entretiens auprès des représentants des diverses associations de l'île, enrichi d'une première étude menée en 2008 (Programme PUCA), nous a permis de déceler une organisation territoriale cristallisée par le jeu des associations. Ces dernières mettent en exergue le « ressenti des habitants et des usagers de l'archipel », face à l'institution. Le projet de création du Parc a permis de révéler les dissensions entre une communauté insulaire et une organisation politique et administrative continentale.

L'histoire civile récente du Frioul, initiée par une décision municipale de coloniser et d'urbaniser l'île de Ratonneau, conduit à considérer cet espace comme un territoire en construction. Cette territorialisation se fonde sur une diversité de situations, d'identités, de projets et d'objectifs personnels. Les insulaires ont forgé une identité spatiale, assimilable à une bastide, qui inclut la notion de droit d'usage. Ils peuvent être considérés comme des « colons » envoyés par les autorités marseillaises, afin de développer le territoire communal et l'ouvrir au domaine maritime.

L'organisation sociale de l'archipel conduit ainsi à une action collective fondée sur un mode de gouvernance élaboré à partir des nombreuses structures associatives présentes dans l'archipel. La communication a pour objectif de présenter comment ces associations se forgent une identité sur cet espace terraqué, à la manière d'une bastide.

Notes :

Produire une île pour habiter la mer : la construction de l'espace à El Islote (la caraïbe colombienne).

Andrea LEIVA, École Pratique des Hautes Études
contact : leiva.andrea@gmail.com

Mots-clés

Colombie, caraïbes, île, espace, territoire, mobilité

Résumé

Dans le processus de construction de la nation colombienne (XIX^e siècle) la mer, les ports et les îles jouèrent un rôle mineur dans les politiques républicaines. Les populations occupant le littoral caraïbe furent soumises à une grande fragmentation territoriale contribuant à la mobilité. Cette dernière provoqua la formation d'espaces qui échappèrent au contrôle politique et administratif de la Nation parmi lesquels se trouve El Islote. Cet îlot artificiel des caraïbes est le plus petit et le plus peuplé de l'archipel de San Bernardo.

En partant d'un petit îlot marécageux et inhabitable avant son peuplement, El Islote occupe désormais une surface d'un hectare sur laquelle habite une population de huit cents personnes appelées *isleños*. La création d'El Islote eut lieu à partir des migrations individuelles composées par des pêcheurs, cultivateurs et marchands qui commencèrent à occuper l'archipel lors des dernières décennies du XIX^e siècle. La contrebande et le commerce de la noix de coco contribuèrent à la formation de la population *isleña*. Ainsi, en comblant la mer et en créant des modes locaux d'organisation sociale qui reproduisent ceux des quartiers urbains de la côte caraïbe, les *isleños* ont construit leur espace.

À partir d'une étude ethnographique menée entre 2010 et 2011, cette proposition cherche à montrer la façon dont les *isleños* habitent la mer tout en développant des techniques propres de remplissage et en créant des frontières sociales internes.

Dans un tel contexte, la mobilité et les réseaux (de parenté, économique et rituelle) avec les populations côtières sont des éléments constitutifs de l'identité *isleña*.

Notes :

Les paysages identitaires des viticulteurs pluriactifs de Banyuls.

Michèle CONSTANS, Département EAT, École Nationale de Formation Agronomique de Toulouse-Auzeville
contact : michele.constans@educagri.fr

Mots-clés

paysages viticoles, patrimoine, pluriactivité, Banyuls-sur-Mer

Résumé

Pris entre montagne et mer, le terroir viticole de Banyuls est structuré par de spectaculaires terrasses de pierres sèches. Malgré sa valeur patrimoniale reconnue, ce paysage fait aujourd'hui l'objet de nombreuses transformations, dont certaines vont résolument à l'encontre de la protection des paysages traditionnels. L'image de qualité des vins est fortement liée à celle des paysages, mais pour certains acteurs l'avenir de la viticulture passe par le productivisme et l'arasement des terrasses.

L'une des particularités de Banyuls est l'importance des viticulteurs pluriactifs ; leur rôle paysager est essentiel : ils gèrent la moitié de la surface cultivée, avec des pratiques adaptées au parcellaire morcelé et à l'entretien des structures de pierre sèche.

Au-delà de leur nombre, nous intéressent aujourd'hui la spécificité de leur rôle social. La pluriactivité est une des données historiques du territoire : aujourd'hui retraités ou employés les viticulteurs étaient traditionnellement pêcheurs, et exploitaient les complémentarités de ce territoire littoral : mer/montagne, pêche/viticulture, été/hiver ; ils furent aussi douaniers, ou contrebandiers.

La vigne concerne la plupart des familles banyulennes, en tant qu'activité productive, mais plus encore dans les pratiques sociales qui lui sont liées.

L'un des aspects les plus remarquables de ces pratiques viticoles est leur caractère identitaire ; nul ne peut se dire vraiment banyulenc qui ne touche la vigne ; de telle sorte que l'on peut dire que cultiver la vigne est une manière de faire partie du lieu, de « l'habiter ». « L'homme habite la terre en poète » cite Heidegger, pour qui habiter est une manière d'« être présent au monde et à autrui »...

Et c'est donc aussi en poètes, que les pluriactifs banyulencs gèrent un patrimoine qui leur permet d'habiter leur territoire à la fois pratiquement et symboliquement.

Les pluriactifs produisent du raisin, mais aussi entretiennent les « murettes », échangent, reçoivent des amis ou de la famille, etc., dans une vigne explicitement jardinée à ces multiples fins. Cette diversité des fonctions, revendiquée avec vigueur, implique une gestion du patrimoine, afin d'assurer non seulement la production mais l'aménité des lieux.

Notes :

Les espaces de travail et les techniques associées pour aborder la gestion de la ressource algale dans le nord Finistère.

Clément GARINEAUD, Éco-anthropologie et Ethnobiologie (UMR 7206), MNHN, CNRS
 contact : cgarineaud@mnhn.fr

Mots-clés

ethnophycologie, espaces, gestion, algues, Bretagne

Résumé

La récolte des algues, pratiquée depuis plusieurs siècles le long de la côte du nord Finistère, a été une activité prépondérante générant un ensemble de pratiques et de règles les encadrant. Les profondes transformations techniques et socio-économiques de l'activité à la fin des années 60 ont bouleversées cette dynamique. Aujourd'hui, tant l'augmentation de la pression sur la ressource par le regain d'intérêt pour les algues, notamment dans l'industrie, que la dynamique de protection de l'espace maritime soulève la question de la durabilité de la récolte d'algues, thème peu abordé en sciences sociales.

Pour y répondre, nous proposons une approche innovante, une ethnophycologie c'est-à-dire l'examen de l'ensemble des savoirs, des savoir-faire et des représentations des hommes sur les algues. Cette méthode ethnoécologique est basée sur des entretiens et des observations *in situ* et vise à appréhender les classifications vernaculaires et les représentations de la nature. Les résultats présentés s'appuient sur un terrain (huit mois) dans la région des Abers (Finistère nord).

Ainsi, deux communautés de pratiques des collecteurs d'algues se dessinent – sur la rive et en mer – avec chacune leurs connaissances des algues et leurs représentations des lieux de collecte. Une première analyse montre que chez les collecteurs en mer, il existe une division de l'espace de travail : « le champ » et « le caillou ». La recherche en cours semble montrer que cet aspect tend à émerger sur la rive. Notre hypothèse est que la manière dont ces espaces sont catégorisés et perçus illustre des modes d'appropriations (techniques, savoirs, représentations) différents et qu'ils sont une échelle pertinente pour évaluer la gestion de la ressource et aborder éventuellement les conflits avec les autres usagers du secteur. Plus largement, ce travail tend à renforcer l'idée que la mer est un espace anthropique.

Notes :

Inverser le regard, regarder la terre depuis la mer.

Jean Louis PACITTO, MALTAE, Hyères

Odile JACQUEMIN, MALTAE, Hyères

contact : maltae2@gmail.com

Mots-clés

représentation, perception, paysage, littoral

Résumé

L'apprentissage de la construction de vision prospective passe par la déconstruction des représentations trop habituelles.

L'expertise collective qui consiste à mettre ensemble dans un même bateau habitants et usagers d'origine sociologique et de catégorie professionnelle variées est riche d'enseignements. Regarder la terre depuis la mer devient une expérience pédagogiquement utile pour manier l'inversion du regard et accueillir le point de vue de l'autre. Accueillir le point de vue de l'autre ouvre la porte au diagnostic collectif et à la construction de vision partagée.

Dans une démarche entre art et sciences, depuis le colloque des Borquettes à La-Londe-les-Maures, en 2001, où 200 personnes cabotèrent le long de la côte des Maures jusqu'à la mise en œuvre de l'Observatoire photographique du paysage littoral vu de la mer en 2014, en passant par l'expérimentation de Gestion Intégrée des Zones Cotières de 2006, les auteurs - urbanistes historien et prospectiviste – ont depuis douze ans conduit une mise en débat de l'aménagement du littoral dont la communication présentera méthode et résultats.

Notes :

Paysage littoral de la Horrea Caelia : entre promesses et menaces.

Kabil FEKIH, École Nationale d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis, Tunisie
Hejer DEBBABI, Institut supérieur agronomique de Chott Meriem, Sousse, Tunisie
 contact : fekihkabil@yahoo.fr

Mots-clés

patrimoine paysager, littoral, Hergla, dégradation

Résumé

Cette présentation porte sur la nouvelle urbanisation et son impact sur le paysage littoral de la ville de Hergla. Berbères, phéniciens, carthaginois, romains, vandales, byzantins, Hilales et arabes ont tous participé à construire cette ville, à concevoir son paysage et à imprimer son identité millénaire. Cette petite « ville-village » littorale du sahel tunisien et lieu des *emporia* et comptoir phénicien, ne se donne pas seulement à la vue à travers ses ruines romaines et la blancheur de ses murs épais, mais sa brise de mer et son étendue ouverte sur la ligne d'horizon, sans obstacles bétonnés, faisaient jadis patrimoine.

La prolifération anarchique du bâti dans la ville dévore son potentiel patrimonial et paysager. À quelques kilomètres à vol d'oiseau, l'aéroport de la ville voisine d'Enfidha, intrus fruit de la volonté politique irraisonnée, invite Hergla à une modernité étrangère à son identité et lui impose une ouverture précipitée et un développement risqué, une blessure qui ne cicatrisera pas rapidement. À Hergla aussi, la polémique houleuse des projets touristiques et de promotion immobilière participe à un mécontentement grandissant. Le complexe résidentiel « Hergla Diamond », appuyé par la mafia gouvernante d'avant révolution, ne fait pas peur par son aspect massif, mais par son aspect repère.

Suite à l'analyse du paysage littoral herglien nous distinguons trois figures de dégradation, à savoir : les menaces planifiées, préméditées, et forcées. Elles dépendent étroitement de la complicité politique, de la voracité des acteurs de l'urbain et des mentalités peu averties des habitants. Nous démontrons à travers une observation *in situ* que l'absence d'une vraie intention d'aménagement intégrant le devenir matériel et immatériel du territoire de la ville, le projet de paysage de cette dernière risque d'avorter. Nous démontrons également qu'entre l'impuissance des institutions publiques, les tentatives timides de la société civile et le désarroi des habitants de la ville, tantôt ignorants, tantôt imprévoyants, le paysage urbain littoral de la Horrea Caelia agonise.

Notes :

Évaluer la capacité d'accueil des territoires littoraux : questions de méthode.

Céline CHADENAS, LETG (UMR 6554), Géolittomer, CNRS, Université de Nantes
Patrick POTTIER, LETG (UMR 6554), Géolittomer, CNRS, Université de Nantes
contact : patrick.pottier@univ-nantes.fr

Mots-clés

capacité d'accueil, littoral, ressources, développement durable, loi Littoral, projet de territoire

Résumé

Dans le cadre d'un programme de recherche, une application numérique a été créée pour accompagner les projets de territoire (type SCoT, PLU) à déterminer leur capacité d'accueil selon une méthode développée dans le cadre d'un partenariat de recherche entre l'Université de Nantes et la DREAL des Pays de la Loire.

La méthode d'évaluation proposée dépasse la seule question de l'urbanisation au profit de la mise en projet du territoire. Elle est centrée sur la vulnérabilité des ressources d'un territoire face à la pression humaine et contribue à une meilleure prise en compte de la charge que les sociétés font peser sur leur environnement. Il ne s'agit pas de déterminer mécaniquement la capacité d'accueil à partir des caractéristiques du territoire, mais d'une évaluation participative et partenariale, qui précise les critères d'appréciation de la capacité d'accueil du territoire considéré, identifie les marges de manœuvre dont disposent les acteurs du territoire pour l'utilisation des ressources de celui-ci ainsi que les points de saturation et les risques de rupture. Elle aboutit à la mise en place d'un système de veille et d'alerte, sous la forme d'indicateurs permettant d'alerter en cas de non-maîtrise de la capacité d'accueil et de développement et de suivre son évolution. La méthode proposée conforte les décisions par le rapprochement entre les perceptions des différents acteurs et les situations mesurées lors de l'évaluation. Elle permet aux acteurs de poser la question des seuils de développement acceptables ou non au regard de l'état des ressources de leur territoire.

La communication propose de revenir sur les fondements de la méthode d'évaluation de la capacité d'accueil, d'en expliquer son originalité et ses apports.

Notes :

Une interface d'aide à la décision entre le CBN de Corse, des chercheurs et des élus pour visualiser en 3D les enjeux de conservation de la flore et des habitats en Balagne.

Alain DELAGE, CBNC, OEC, **Christophe PANAÏOTIS**, CBNC, OEC, **Attilius CECCALDI**, mairie de Lama, **David LUCENA**, Société UrbaEarth, **Yohan PETIT**, CBNC, OEC, **Pauline DELBOSC**, CBNC, OEC, **Fred MÉDAIL**, mairie de Lama, **Franck RICHARD**, CEFE (UMR 5175), **Bertrand SCHATZ**, CEFE (UMR 5175), **Laetitia HUGOT**, CBNC, OEC
 contact : bertrand.schatz@cefe.cnrs.fr

Mots-clés

aide à la décision concertée, conservation, Balagne, littoral méditerranéen

Résumé

Le littoral méditerranéen est un lieu particulièrement emblématique du défi du développement durable. En effet, les sites de présence d'espèces protégées ou remarquables sont souvent proches des sites d'urbanisation réalisée ou à venir. Dans ce contexte, le dialogue entre élus, acteurs de la conservation et chercheurs est rendu difficile par plusieurs facteurs : échanges et dialogues inhabituels, connaissance souvent partielle des espèces et des habitats à enjeux, prédictibilité partielle des projets d'urbanisation, interactions entre partenaires aux objectifs souvent différents... Ces partenaires ont besoin d'outils permettant de visualiser spatialement les enjeux de conservation afin de faciliter l'identification et l'anticipation des secteurs à conflits. Cette problématique est d'autant plus prégnante dans une région touristique comme la Balagne. Dans la perspective de réalisation du premier SCOT de Corse, cette région a été retenue pour initier un inventaire géospatialisé le plus exhaustif possible des espèces végétales réglementées, des remarquables, des communes, et des exotiques envahissantes ainsi que des formations végétales. Permettant d'intégrer entre autres les aires protégées, la densité de population, les projets d'aménagement..., l'application développée par la société UrbaEarth® permet une visualisation en 3D de toutes ces données fournissant ainsi un support pertinent d'aide à la décision concertée entre partenaires du territoire.

La mise en perspective de ces informations permettra un choix raisonné des aménagements à mettre en place en connaissance des différents éléments de biodiversité et en application de la réglementation. Par exemple, les zones d'urbanisation pourront être relocalisées afin d'éviter la destruction d'espèces protégées. Les formations végétales rares pourront être localisées et bénéficier de mesures d'évitement ou de protection. Les actions humaines anciennes et futures sont également prises en compte. Ainsi, cet outil de visualisation est un excellent vecteur d'échange facilitant l'aide à la décision concertée entre les différents acteurs et partenaires pour la préservation du littoral méditerranéen.

Notes :

De la sécurité maritime à l'aide à la gestion des AMP : exploitation des données des sémaphores en mer d'Iroise (France).

Iwan LE BERRE, LETG (UMR 6554), Géomer, Brest
Ingrid PEUZIAT, LETG (UMR 6554), Géomer, Brest
Annalisa MINELLI, LETG (UMR 6554), Géomer, Brest
contact : Ingrid.Peuziat@univ-brest.fr

Mots-clés

activité maritime, fréquentation nautique, sémaphore, flux en mer, Iroise

Résumé

Dans un contexte de développement sans précédent des activités marines, la protection des océans devient une priorité. Nombreuses sont les initiatives récemment engagées visant ainsi à préserver les ressources marines, à gérer de la manière la plus intégrée possible les espaces maritimes, voire à développer des dispositifs de planification spatiale jusque-là réservés au domaine terrestre.

La mise en œuvre de ces dispositifs doit s'appuyer sur une connaissance précise du milieu marin et de ses usages. Pourtant, de manière assez paradoxale, la connaissance des activités et des modalités dont l'homme « habite » nos mers côtières reste le plus souvent fragmentaire en raison de la diversité des activités et des acteurs concernés, de la faible empreinte perceptible laissée par des activités mobiles et dynamiques, ou bien de leur caractère récent ou simplement émergent (Énergies Marines Renouvelables, plaisance, etc.). Or, l'observation des activités humaines présente un intérêt à plusieurs titres pour la sécurité maritime mais aussi pour caractériser et prévenir les impacts sur l'environnement, les conflits pour l'espace ou la ressource...

Nous nous sommes ainsi questionnés sur les méthodes pouvant être mises en œuvre pour cartographier les activités humaines, en décrire le fonctionnement spatio-temporel et les usagers. La revue de la littérature que nous avons réalisée sur les méthodes existantes montre qu'aucune d'entre-elle ne fournit de réponse probante à toutes ces questions. Il apparaît au contraire, que des montages complexes associant plusieurs méthodes d'observation dans des « bouquets » est nécessaire pour appréhender le fonctionnement des activités humaines en mer dans leur globalité.

Dans cette communication nous nous proposons de présenter l'état de l'art réalisé sur les méthodes d'observation des activités humaines en mer (avantage, inconvénient, opérationnalité...), puis de montrer à travers un exemple (données recueillies par les sémaphores), les types d'enjeux (méthodologiques, scientifiques et sociétaux) liés à l'exploitation de données d'observation dans des objectifs de connaissance et de gestion des AMP.

Notes :

Vivre sur un littoral touristique : attentes citoyennes et enjeux méthodologiques autour d'un indice synthétique de qualité de vie.

Marie-Antoinette MAUPERTUIS, LISA (UMR 6240), CNRS, Università di Corsica

Mickaël ISOLA, LISA (UMR 6240), CNRS, Università di Corsica

Xavier Pieri, LISA (UMR 6240), CNRS, Università di Corsica

contact : maupertu@univ-corse.fr

Mots-clés

pression touristique, qualité de vie, population résidente, indicateurs, durabilité

Résumé

Les destinations littorales, qu'elles soient continentales ou insulaires, sont les principaux points d'attractivité touristique dans le monde. Ainsi la Méditerranée, ses rivages et ses îles constituent la première destination touristique mondiale tandis que le développement récent du tourisme de croisières et de ses étapes littorales démontre en creux l'attraction toujours plus forte pour ces lieux d'interface « mer et terre » mais aussi « nature et culture ». Ces flux de visiteurs qui séjournent plus ou moins longuement sur le littoral, pour une escale de quelques heures ou pour dix jours, ou qui y résident parfois de manière secondaire plusieurs semaines dans l'année, contribuent à la pression urbano-touristique qui s'exerce sur les littoraux depuis les années 1960. Si la satisfaction retirée de l'usage des lieux par cette catégorie d'acteurs intéresse les professionnels du tourisme et les décideurs publics, le ressenti de la population résidente est le plus souvent oublié. Or, vivre sur un littoral aujourd'hui c'est faire face, non seulement à une pression urbaine ou périurbaine forte, avec ce qu'elle comporte de désagréments, mais affronter aussi simultanément une pression touristique saisonnière qui peut transformer de manière profonde et brutale la qualité de vie des résidents permanents. L'objectif de cette contribution est de présenter le résultat d'une recherche-action sur le littoral de Balagne en Corse qui a consisté à créer, sur la base d'une revendication citoyenne, un indice synthétique de qualité de vie des résidents. Au-delà de la présentation du contexte local et des difficultés rencontrées, réalisée par ailleurs (Furt, Maupertuis, 2013 ; Maupertuis, 2014), il s'agit ici de souligner les enjeux méthodologiques qui entourent la définition d'indicateurs de qualité de vie des résidents d'une zone littorale, la méthode de construction de l'indice synthétique saisonnier et les premiers résultats obtenus à une échelle communale. Le principal d'entre eux étant le déficit de qualité de vie des communes littorales au regard des communes retro-littorales ou de piémont.

Notes :

Influence des processus de concertation sur les représentations de l'environnement côtier et marin : le cas du golfe normand-breton.

Amélie LESCROËL, CEFE (UMR 5175)

Raphaël MATHEVET, CEFE (UMR 5175)

contact : Amelie.LESCROEL@cefe.cnrs.fr

Mots-clés

représentations sociales, concertation, milieu marin, conflits d'usage, pêche

Résumé

Pour faire face à la crise socio-écologique qui touche le milieu marin, des approches plus globales des différents usages et de leurs effets sont préconisées depuis plusieurs décennies (ex. : gestion intégrée des zones côtières). Ce type d'approche repose généralement sur la concertation avec les différents acteurs concernés. Cependant, dans la réalité, les dispositifs mis en place peinent bien souvent à atteindre leurs objectifs écologiques et/ou socio-économiques. C'est par exemple le cas du processus de concertation autour du projet de Parc Naturel Marin dans le golfe normand-breton qui achoppe sur la difficulté de faire converger les attentes des différents acteurs.

Dans ce contexte, nous avons cherché à comprendre (1) quelles étaient les différences de représentations de l'environnement côtier et marin entre les principaux groupes d'acteurs impliqués dans la concertation (pêcheurs, conchyliculteurs, gestionnaires d'espaces naturels, scientifiques, professionnels du tourisme et industriels), et (2) quel était l'influence du processus de concertation sur ces différences (atténuation, permanence ou exacerbation des différences). Pour cela nous avons recueilli les représentations de 60 acteurs du golfe normand-breton, impliqués ou non dans le processus de concertation autour du projet de Parc naturel marin, au cours d'entretiens structurés autour d'associations de mots, de listes libres et de la réalisation d'un schéma systémique représentant les principales interactions entre les acteurs et les composantes biophysiques du territoire. Les résultats seront présentés en mobilisant les cadres théoriques des représentations sociales et de la psychologie de la conservation et discutés en particulier sous l'angle de l'apprentissage individuel et collectif dans la gestion des biens communs.

Notes :

Habitat, valeur des lieux, et gestion des espaces littoraux en Nouvelle-Calédonie.

Antoine WICKEL, GIE OCEANIDE, **Catherine SABINOT**, ESPACE-DEV (UMR 228), **Pascal DUMAS**, COREUS (UMR 227), **Gilbert DAVID**, ESPACE-DEV (UMR 228)
 contact : catherine.sabinot@ird.fr

Résumé

Le concept de valeur des lieux est aujourd'hui peu mobilisé dans les dynamiques de Gestion Intégrée des Zones Côtières, ou GIZC (projets ayant vocation à gérer l'espace et aménager le territoire, évaluations d'enjeux territoriaux, projets scientifiques, . . .). Pourtant, ce concept est fondamentalement sollicité par les acteurs habitant ou utilisant ces espaces dans les processus de négociation des ressources et des territoires, de manière consciente ou inconsciente.

Notre expérience sur différents espaces côtiers et insulaires de la planète nous a permis de constater que la prise en compte de la territorialité (habiter un espace, se le représenter, accorder une ou plusieurs valeurs aux lieux, etc.) facilite l'appropriation et l'adhésion des acteurs locaux à un projet de GIZC. En Nouvelle-Calédonie, pour appréhender ces enjeux de territorialité, nous mobilisons plusieurs approches disciplinaires et interdisciplinaires relevant de la géographie, l'anthropologie et l'économie. Parmi celles-ci, l'approche participative combinée aux outils classiques des disciplines citées, qui permettent aux acteurs en présence d'exprimer et de confronter leurs visions de l'espace, leurs perceptions relatives à la valeur des lieux, se révèlent très pertinentes pour appréhender les enjeux de territorialités, mais aussi pour les évaluer et les intégrer dans les outils de gestion de l'espace littoral et de gestion de ressources naturelles (acteurs miniers, AMP, etc.).

Dans les tribus de Yaté, sur la côte sud-est de la Nouvelle-Calédonie, nous menons depuis un an une réflexion fondamentale et appliquée au sein de deux projets complémentaires NERVAL (Négocier, évaluer et reconnaître la valeur des lieux, financé par le consortium CNRT-Nickel) et BEST CORAIL (Coral reefs in a changing world. Ecosystemic services from coral reefs : public policy tools for decision-making in New-Caledonia and French Polynesia, financé par le programme européen Best) qui tout deux incluent géographes, anthropologues et économistes. Le croisement des approches disciplinaires est mobilisé pour établir une définition la plus juste possible de la valeur des lieux et des services écosystémiques, et pour construire des outils permettant d'évaluer cette/ces valeurs.

Ces projets permettent d'aborder plusieurs points méthodologiques sur la prise en compte de la valeur des lieux, notamment :

- jusqu'où peut-on aller dans l'évaluation par des outils non participatifs ? Qu'apporte l'approche participative à l'évaluation ? Est-ce possible de combiner ces approches et comment ?
- quels sont les périmètres de validité des différents outils existants selon les perspectives visées et comment les définir ? Quels sont les autres outils nécessaires à développer intégrant une réflexion sur les aspects qualitatifs, quantitatifs, sur la spatialisation des valeurs, leur monétarisation, sur les indicateurs de valeurs, etc. ?
- l'évaluation monétaire doit-elle être un outil de négociation avant d'être

un outil d'évaluation ?

En explorant ces différents points méthodologiques, notre communication vise le double objectif de (1) définir le concept de « valeur des lieux » et (2) de présenter et questionner la démarche méthodologique employée à Yaté pour intégrer ce concept aux outils d'évaluation des Services écosystémiques et des territoires, et ainsi faciliter les compréhensions, les discussions et les négociations entre les acteurs dans des contextes de mise en place d'aires marines protégées et de développement minier.

Notes :

Les détenteurs du littoral : approche spatiale de la propriété privée sur le littoral provençal et azuréen.

Laure CASANOVA-ENault, ESPACE (UMR 7300), Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

Chloé DESGRANGES, ESPACE (UMR 7300), Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

Chloé SCANNAPIÉCO, ESPACE (UMR 7300), Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

contact : laure.casanova@univ-avignon.fr

Mots-clés

propriétaires immobiliers, appropriation foncière, littoral, dynamiques du territoire

Résumé

Sur l'espace littoral, le processus d'urbanisation s'opère sous fortes contraintes (géographique, environnementale, règlementaire etc.). Les tensions foncières y sont exacerbées (Buhot *et al.*, 2009 ; Bouyer *et al.*, 2004) et se traduisent par des conflits d'usages, des phénomènes d'exclusion sociospatiale ou encore des difficultés à élaborer des politiques publiques de développement local. Dans ce contexte, la connaissance des logiques d'appropriation foncière et de production de l'espace constitue un enjeu majeur. Elle doit permettre d'identifier des leviers d'action pour la maîtrise des usages de l'espace ainsi que pour l'élaboration de politiques d'aménagement du territoire. La clef de lecture proposée consiste à analyser les implications du contexte littoral sur le rapport de forces entre les différentes catégories de propriétaires à l'échelle du littoral de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il s'agit de lever le voile sur cette catégorie dominante et difficilement saisissable (Buhot *et al.* 2012 ; Cabinet Extra-muros, 2005 ; Moncan, 2002) des « petits » propriétaires immobiliers (par opposition notamment aux promoteurs). Les logiques d'appropriation foncière sont ainsi étudiées à travers le rapport des résidents à la propriété immobilière pour lequel aucune connaissance statistique spatialisée à petite échelle n'a encore été délivrée.

Partant du postulat que les modes d'habiter des propriétaires résidents sont révélateurs de ces logiques d'appropriation foncière (et qu'elles déterminent durablement l'organisation et le fonctionnement du territoire du fait de « l'immutabilité » du droit de propriété), l'analyse diachronique de ces phénomènes doit permettre de déceler des dynamiques d'évolution du territoire (mutations, résistance au changement etc.). Plusieurs indicateurs statistiques établis à partir de la base de données fiscales MAJIC (mise à disposition par C. Desgranges, EPF PACA) sont élaborés puis, combinés à l'échelle des 65 communes (principal niveau de référence pour la compétence urbanisme jusqu'à aujourd'hui) classées par la loi littoral dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. La différenciation spatiale des logiques d'appropriation foncière des propriétaires résidents (projet VIPLI-med) apporte des éclairages sur les dynamiques et acteurs de l'urbanisation littorale en cours et potentiellement, sur celle à venir.

Notes :

Débats publics et parcs éoliens offshore : l'environnement côtier au cœur des préoccupations des acteurs locaux.

Adeline BAS, EDF Energies Nouvelles, AMURE (UMR M-101)

Julien HAY, AMURE (UMR M-101)

Sylvain PIOCH, CEFE (UMR 5175)

contact : Adeline.Bas@edf-en.com

mots-clés

Éolien offshore, débat public, environnement marin côtier

Résumé

Une des voies choisies par la France pour satisfaire aux engagements européens du paquet Climat-Énergie a été de développer les énergies marines renouvelables (EMR). À ce jour, et après avoir été désignés par un appel d'offre lancé par l'État français en 2011, quatre projets de parcs éoliens offshore sont en cours d'élaboration au large de Saint-Nazaire, Saint-Brieuc, Courseulles-sur-Mer et Fécamp.

Malgré le caractère « offshore » des futurs parcs éoliens, des répercussions sur le littoral sont attendues, notamment via les retombées socio-économiques ou encore les effets sur le milieu naturel côtier via le raccordement au réseau électrique.

Des débats publics ont été organisés sur chaque site d'implantation des projets de parcs, entre mars et juillet 2013, afin de permettre aux acteurs locaux de s'exprimer sur l'adéquation du parc avec les usages du territoire maritime et terrestre tout en débattant de son opportunité et de ses impacts. Ces débats publics ont mis en exergue les perceptions et les attentes de la population vis-à-vis du développement de l'éolien offshore et plus largement de l'intégration des EMR dans un territoire.

Sur la base des matériaux issus des débats publics, l'objectif de la présente communication sera de montrer comment les acteurs locaux se sont emparés d'un sujet « offshore » pour le ramener à la côte. Dans un premier temps, nous réaliserons un état des lieux pour montrer que les acteurs locaux prêtent davantage attention aux conséquences potentielles des parcs sur leur territoire littoral qu'aux effets attendus au large. Dans un second temps, une analyse comparée du contenu des débats publics des quatre sites permettra d'apporter des éléments explicatifs à cette situation, en mettant notamment en évidence l'influence du contexte socio-économique local.

Notes :

Gouvernance locale et biodiversité : quels déterminants pour les choix de mesures de gestion d'aires protégées ?

Michel DUHALDE, AMURE (UMR M-101), Ifremer Brest, Unité d'Economie Maritime, Centre de Brest, école des Ponts ParisTech

Harold LEVREL, AMURE (UMR M-101), Ifremer Brest, Unité d'Economie Maritime, Centre de Brest

Olivier GUYADER, AMURE (UMR M-101), Ifremer Brest, Unité d'Economie Maritime, Centre de Brest

contact : Michel.Duhalde@ifremer.fr

Mots-clés

Natura 2000, littoral, systèmes socio-écologiques, gouvernance interactive, mesures de gestion

Résumé

Dans un contexte général d'évolution de l'action publique, notamment environnementale, vers davantage d'interaction avec les différentes parties prenantes, la participation des acteurs locaux semble aujourd'hui s'être imposée comme une condition nécessaire à l'atteinte des objectifs d'une aire protégée. Cependant, les implications pratiques de cette évolution sont rarement analysées quantitativement, notamment concernant les choix de mesures effectués au niveau local pour atteindre des objectifs environnementaux exogènes.

Nous proposons d'explorer les effets d'une gouvernance concertée de la biodiversité en nous appuyant sur les concepts de systèmes socio-écologiques et d'instrument d'action publique. Ces concepts seront appliqués au réseau Natura 2000 français, plus spécifiquement, à une sous-population de 168 sites littoraux et marins.

Notre objectif est double. Il s'agira premièrement d'établir une description des mesures de gestion de la biodiversité proposées par les comités de pilotage locaux dans les documents de gestion des sites. Deuxièmement, nous chercherons à identifier par le biais d'analyses statistiques les variables contextuelles, à la fois biophysiques, institutionnelles et socio-économiques, permettant d'expliquer ces choix locaux de mesures de gestion.

Ce travail s'appuiera sur une base rassemblant 1 583 « actions » de gestion obtenues par tirage aléatoire dans un ensemble de 125 documents d'objectifs Natura 2000. Chaque action est décrite par sa nature (typologie d'instruments de gestion), son ciblage écologique, son coût, les sources de financement, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage envisagées, et les usages concernés. Les données de contexte seront quant à elle issues de diverses bases de données socio-économiques, des bases officielles de suivi de Natura 2000, ainsi que de traitements complémentaires de données géographiques.

Ces premiers résultats permettront de discuter les enjeux méthodologiques propres à la démarche, et de proposer des analyses complémentaires portant sur la mise en œuvre effective des mesures.

Notes :

Des nouveaux usages en mer aux questionnements de la gouvernance littorale, analyse franco-québécoise.

Isabelle FORTIER, ENAP Montréal

Thierry GUINEBERTEAU, Université de Nantes, IUML

Anne FAURÉ, Université de Moncton, campus de Shippagan

Claude RIOUX, Université du Québec à Rimouski

Brice TROUILLET, Université de Nantes, IUML

contact : Isabelle.Fortier@enap.ca

Mots-clés

gouvernance, politiques publiques, territoires, acteurs, compétences

Résumé

Les problématiques et analyses relatives à « Habiter le littoral » sont pour partie liées aux processus à l'œuvre dans le domaine maritime proche, tout particulièrement au regard des modalités de gouvernance. Ainsi, l'émergence de nouveaux usages en mer dans un contexte de prescription de la gestion intégrée posent de façon renouvelée la question des acteurs et des territoires de l'espace côtier, et des mécanismes de confrontations ou de prise de décision, et au-delà de construction d'un bien commun. Si habiter pleinement leur territoire implique d'exploiter, gérer, protéger et planifier les ressources littorales dans un esprit d'action concertée et dans la perspective d'un bien commun, comment les acteurs politiques, associatifs, mouvements citoyens mobilisent-ils les différents outils, instruments et dispositifs à leur disposition pour mieux exercer une influence au sein des mécanismes de gouvernance en place et à différentes échelles spatiales et temporelles où elles se jouent ?

Notre communication s'inscrit dans le cadre d'une recherche comparative franco-québécoise (programmes POLDER et COSELMAR) et combine l'analyse des différences et des évolutions institutionnelles inhérentes aux modalités de l'action publique dans ces deux sociétés (notamment ZIP, TCR, GISL côté québécois, et volet maritime de SCOT, démarches GIZC, PSM côté français), et le décodage de deux études de cas de territoires qui font face à une nouvelle activité en mer : île d'Yeu et un parc éolien offshore (France) et les îles-de-la-Madeleine et un projet d'exploitation pétrolière offshore (Canada/Québec). Dans ces deux cas contrastés, en termes de risques et d'opportunités, les dynamiques d'acteurs se reconfigurent (lobby, groupes de pression, alliances, prise de parole dans les débats publics, les médias, les processus participatifs, les manifestations etc.) pour prendre part aux différents dispositifs de gouvernance et à la prise de décision.

Notes :

L'action du Conservatoire du littoral : au-delà de la constitution d'un patrimoine foncier ?

Aurélie JOVENIAUX, CRAG (EA 353), Université Paris 8
contact : A.JOVENIAUX@conservatoire-du-littoral.fr

Mots-clés

Conservatoire du littoral, stratégie, jeu des acteurs, gouvernance, environnement

Résumé

Le Conservatoire du littoral (CDL) est engagé depuis 2012 dans la révision de sa stratégie foncière à l'horizon 2050. Avec trois enjeux principaux : l'adaptation à un contexte en mutation (évolution des pressions et menaces, changements climatiques...); la priorisation de ses interventions foncières, dans un double souci d'efficacité de son action et d'optimisation de la dépense publique ; l'articulation de son action avec celles des autres acteurs (pour certains nouveaux) de la protection et gestion des espaces naturels et de l'aménagement des territoires.

La communication proposée vise à :

1. Montrer comment ont évolué la place et le rôle du CDL sur les territoires littoraux depuis sa création et les nouveaux enjeux auxquels il est confronté.
2. Analyser les points de vue et attentes de différents acteurs, intra et extra-CDL, sur l'action de l'établissement et les évolutions envisageables pour le futur.

Mon travail de recherche s'appuie sur cinq études de cas (baie d'Authie, bassin d'Arcachon, côte bleue, Île-de-Ré, lac de Sainte-Croix-du-Verdon), faisant l'objet d'une analyse multiscalair qui se base sur des entretiens semi-directifs avec des acteurs diversifiés (agents du CDL - direction, services centraux et délégations de rivages, élus - locaux, régionaux et nationaux, services déconcentrés de l'État, acteurs économiques, opérateurs fonciers, acteurs de l'environnement...), invités à porter un double regard, rétrospectif et prospectif, sur l'action du CDL.

Il s'inscrit dans le courant de l'analyse géopolitique, prenant en compte les stratégies des acteurs, ici autour d'enjeux locaux et d'aménagement.

Il vise à répondre à la question suivante : le Conservatoire est-il en train de passer d'une démarche patrimoniale à une logique plus large d'ensemblier des outils de protection des espaces naturels littoraux ?

Notes :

Le littoral basque, territoire de recomposition de la gouvernance foncière locale.

Benjamin GAYON, CITERES (UMR 7324), IPAPE, Université de Tours
contact : benjamin.gayon@gmail.com

Mots-clés

côte basque, gouvernance locale, régulation foncière, système d'action

Résumé

La communication proposée cherche à illustrer la manière dont les pouvoirs publics locaux s'organisent pour définir et mettre en œuvre les politiques foncières nécessaires à la gestion du territoire, sur l'exemple du littoral basque français. Les collectivités disposent de nombreux outils (Falque, 2005) pour être acteurs et régulateurs de marchés fonciers tendus, voire excluants : sur ce territoire, nous verrons que le système d'action (Crozier, Friedberg, 1977 ; Le Moigne, 1994) foncier local peine à s'organiser, malgré une boîte à outils particulièrement fournie.

Comme nombre d'espaces littoraux (Buhot *et al.*, 2009), l'attractivité de la côte basque y a depuis quelques décennies conduit à se questionner sur sa capacité d'accueil, notion qui a poussé la puissance publique à imaginer un système d'action foncier cherchant à profiter de l'attractivité en préservant la cadre de vie. Mobilisant différents outils, planification ou acquisition, ce système idéal ne s'est pourtant jamais matérialisé, et a laissé en pratique la place à une gouvernance à l'efficacité discutée par certains acteurs locaux.

Si la décentralisation a permis le développement de la décision et de l'action publique locales, c'est aujourd'hui sous la pression de réglementations nationales que le système local tend à se reconfigurer : les services de l'État restent des acteurs forts, et des outils contraignants sont appliqués face à culture locale peu interventionniste.

Enfin, des structures locales originales poussent les acteurs institutionnels à faire évoluer la gouvernance foncière. Issues de la société civile, elles proposent une vision nouvelle de l'habiter au Pays basque : plutôt que territoire consommable valorisé pour son cadre de vie, la côte basque a valeur d'ancrage et d'élément de construction identitaire (Firey, 1945 ; Raffestin, 1980). Elles cherchent à adapter l'action foncière à ces valeurs alternatives (Boltanski, Thévenot, 1994), soit en influençant le système institutionnel par intégration, soit en le concurrençant, posant concomitamment la récurrente question de l'institutionnalisation du Pays basque (Itçaina, 2010).

Notes :

Pour une nouvelle gouvernance de la zone côtière de Skikda.

Rachid HADEF, Laboratoire Ville Santé, Département d'architecture et d'urbanisme, Université Constantine 3, Algérie

Belkacem LABII, Laboratoire Ville Santé, Département d'architecture et d'urbanisme, Université Constantine 3, Algérie

contact : hadefracid2@yahoo.fr

Mots-clés

littoral, zone côtière, environnement, gestion intégrée, développement durable, Vulnérabilité

Résumé

Le littoral est un domaine d'intense activité à l'interface entre les écosystèmes terrestres et marins et le siège d'innombrables processus physiques, biologiques, sociaux, culturels et économiques interdépendants au sein d'un état d'équilibre dynamique.

L'engouement persistant pour les régions côtières, les fragilise davantage, et les rendent plus vulnérables, par la détérioration de l'écosystème, des ressources naturelles et la pollution marine.

La nécessité de protéger cet environnement est devenue dès lors une préoccupation majeure des États et des institutions par la mise en place des schémas de développement intégrés du littoral, et de sa mise en valeur.

La notion de gestion intégrée du littoral a été consacrée au niveau international en 1992, lors du sommet de la terre à Rio par sa présence dans l'agenda 21 et la convention sur les changements climatiques. Elle s'inscrit dans une démarche de développement durable à la recherche d'une gestion équilibrée des usages en termes d'environnement et de ressources naturelles pour les générations futures.

Le littoral de Skikda, objet de notre communication est également - et à l'instar d'autres façades maritimes - profondément marqué par l'empreinte de l'homme. Cette forte anthropisation interagit avec les dynamiques qui régulent l'évolution du littoral, en modifiant à la fois, sa morphologie et les processus qui contrôlent son comportement. Aussi afin d'évaluer la vulnérabilité, à moyen et long terme, de ce littoral, il est nécessaire d'étudier, précisément, la manière dont ces interactions nature - société interagissent avec le fonctionnement de ces systèmes littoraux et la mise en œuvre d'une gestion intégrée locale des zones littorales.

Tout en mettant l'accent sur des stratégies nouvelles pour l'intégration des systèmes de gestion, la notion de gestion intégrée du littoral apparaît comme un instrument privilégié du développement durable, de restauration et de réhabilitation des espaces terrestres et marins nécessaires au maintien des équilibres et de leur conservation au niveau de la zone côtière de Skikda.

Notes :

Le littoral ivoirien à l'épreuve des changements socio-économiques et climatiques (1893-2007).

Raphaël BEKOIN, Département Histoire, UFR Communication, Milieu et Société, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire
 contact : bekyoro@yahoo.fr

Mots-clés

Côte d'Ivoire, littoral, développement, environnement, habitat.

Résumé

La Côte d'Ivoire dispose d'un littoral de près de 600 km. Cet enjeu fut perçu très tôt des Français qui s'y installèrent officiellement dès 1893. Le contrôle du littoral favorisa un ensemble d'initiatives. La création des wharfs, du chemin fer, du port d'Abidjan et la multiplication des maisons de commerce allaient entraîner une transformation précoce du littoral ivoirien.

À l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960, l'État profita de cet avantage du littoral pour développer le tourisme, agrandir l'espace portuaire, aéroportuaire. Au nom du développement, des peuples côtiers furent dépossédés de leur espace. Ainsi, les Kroumen, Ebriés, les Avikam ont vu leur champ d'activité réduit ou disparaître au profit de la spéculation foncière.

Le développement des villes du littoral a entraîné des phénomènes nouveaux. Dans le cas d'Abidjan, la prolifération anarchique de bidonville tout au long du littoral a favorisé une insalubrité et des conditions d'hygiène déplorables. À ces facteurs, il faut en souligner d'autres. Ainsi, la Côte d'Ivoire connaît depuis quelques années, le phénomène de l'érosion marine. Au-delà de l'aspect exotique, le littoral ivoirien donne des signes inquiétants. Le déversement des déchets toxiques à Abidjan en 2007 par le navire Probo Koala montre tout le drame de vivre sur le littoral.

Comment est-on arrivé à de telles transformations du littoral ivoirien qui affectent le quotidien des populations côtières qui n'ont d'autres espaces d'habitations et de moyens de survie que le littoral ?

Mais pour mieux éclairer les transformations du littoral ivoirien au plan environnemental, écologique, démographique et spatial à travers le temps, l'étude s'inscrit dans une approche historique pour mettre en lumière les dynamismes de ces évolutions.

Notes :

Index alphabétique des communications

par ordre alphabétique du premier auteur

Auteurs	Titre	Session	Page
ARNAUD Aurélie, BOUZID Jean-Baptiste, THEBAULT Gwénaëlle, MALEIN Aurélie	Dynamiques urbaines face aux nuisances et risques industriels : croisements de représentations. Le cas de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône, France).	Posters	p. 30
AUDARD Frédéric, CARPENTIER Samuel	Approche exploratoire des mobilités de loisir sur le littoral marseillais.	Posters	p. 31
AUDOUIT Christelle, RUFIN-SOLER Caroline, FRANQUART Hervé, DEBOUDT Philippe, LE FALHER Gaëlle	Les représentations des usagers dans leur environnement récréatif : comparaison entre les littoraux de la Méditerranée et de la mer du Nord (France).	Le rapport à l'environnement littoral	p. 20
BARTHÉLÉMY Carole, CLAEYS Cécilia	La sur-fréquentation du littoral méditerranéen : paroles d'usagers. Le cas des Calanques (Marseille).	Le rapport à l'environnement littoral	p. 21
BARTHÉLÉMY Carole, LAFFONT-SCHWOB Isabelle, MASOTTI Véronique, PRUDENT Pascale, DE MÉO Michel, DI GIORGIO Carole, WAFO Emmanuel, OLLIVIER Evelyne, BAGHDIKIAN Béatrice	Cueillir le littoral : relations entre flore sauvage et pollutions autour d'un site pétrochimique (Fos sur Mer).	Posters	p. 32
BARTHÉLÉMY Carole, LENDRE Sylvain, RECHRECHE Jonas, SARROBERT Clément	Les plages sud de Marseille : de l'équipement urbain aux patrimoines naturel et culturel.	Posters	p. 33
BARTHON Céline, ANDREU-BOUSSUT Vincent, CHADENAS Céline, DE LAJARTRE Arnaud, MICHEL Xavier	Habiter les habitats (naturels) : quelle place pour l'homme au sein du patrimoine naturel littoral ?	Le rapport à l'environnement littoral	p. 22
BAS Adeline, HAY Julien, PIOCH Sylvain	Débats publics et parcs éoliens offshore : l'environnement côtier au cœur des préoccupations des acteurs locaux.	Gouvernance et jeux d'acteurs	p. 77
BEAUSSART Grégory	Vivre à travers le littoral dans les zones côtières du Japon. Formes et enjeux de la réappropriation du patrimoine historique : le cas du tsunami d'origine sismique dans le village de Hirogawa (département de Wakayama).	Vivre avec le risque naturel	p. 25
BEKOIN Raphaël	Le littoral ivoirien à l'épreuve des changements socio-économiques et climatiques (1893-2007).	Gouvernance et jeux d'acteurs	p. 83
BERCOVITZ Rémi, BRIFFAUD Serge	L'invention d'Arcachon (XVIIIe – début XXe siècle). Paradigmes perceptifs et formes historiques de l'habitabilité.	Posters	p. 34
BLOT Denis	Nettoyer les plages pour habiter la nature.	Le rapport à l'environnement littoral	p. 23
BRÉDA Charlotte	Cohabiter le littoral. Ethnographie de l'érosion côtière au Québec.	Posters	p. 35
BRIGAND Louis	Habiter l'île de Sein en 2014 : enjeux et perspectives.	Habiter une petite île	p. 63
CANOVA Sophie	La riviera ligure du « Levante ». Un espace phagocyté par le tourisme.	Posters	p. 36
CARDOSO Élodie, BLEY Daniel, VERNAZZA-LICHT Nicole, GASQUET Clélia, RAUDE Jocelyn	Analyse comparée des discours sur les risques sanitaires liés à l'implantation d'aèdes albopictus dans deux communes du littoral méditerranéen (Nice / Aix-Marseille).	Posters	p. 37

Auteurs	Titre	Session	Page
CASANOVA ENAULT Laure, DESGRANGES Chloé, SCANNAPIÉCO Chloé	Les détenteurs du littoral : approche spatiale de la propriété privée sur le littoral provençal et azuréen.	Sciences-société : outils, méthodes d'aide à la gestion	p. 76
CHADENAS Céline, POTTIER Patrick	Évaluer la capacité d'accueil des territoires littoraux : questions de méthode.	Sciences-société : outils, méthodes d'aide à la gestion	p. 70
CLAEYS Cécilia, ARREGHINI Louis, LEMÉE Rodolphe, LOMBARD Fabien, THIBAUT Delphine, MARRO Sophie	La prolifération d'espèces marines à enjeux environnementaux et sanitaires : hommes, microalgues et méduses.	Posters	p. 38
COLY Adrien, SALL Fatimatou	Saint Louis (Sénégal), les « aventuriers » de la terre.	Vivre avec le risque naturel	p. 29
CONSTANS Michèle	Les paysages identitaires des viticulteurs pluriactifs de Banyuls.	Patrimonialisation et développement local	p. 66
CORMIER-SALEM Marie-Christine	Habiter les deltas ouest-africains. Incertitudes scientifiques et enjeux humains.	conférences plénières	p. 17
CORMIER-SALEM Marie-Christine, FABRE Mathilde, TOURÉ Labaly, ALFON Carole, DESCROIX Luc	Perceptions des changements littoraux. Paroles des villageois du delta du fleuve Sénégal.	Posters	p. 39
CURT Thomas, DESCHAMPS-COTTIN Magali, GUIOT Joël, LEFÈVRE Dominique, MAZUREK Hubert, NAPOLÉONE Claude, RAIMBAULT Patrick, ROBERT Samuel, SUAREZ Romain	Le développement durable des grandes villes maritimes : le cas de Marseille dans le contexte de l'environnement méditerranéen.	Posters	p. 40
DELAGE Alain, PANAIŌTIS Christophe, CECCALDI Attilius, LUCENA David, PETIT Yohan, DELBOSC Pauline, MÉDAIL Fred, RICHARD Franck, SCHATZ Bertrand, HUGOT Laetitia	Une interface d'aide à la décision entre le CBN de Corse, des chercheurs et des élus pour visualiser en 3D les enjeux de conservation de la flore et des habitats en Balagne.	Sciences-société : outils, méthodes d'aide à la gestion	p. 71
DESGRANGES Chloé	Mesure de l'habitabilité d'un territoire. L'exemple de Marseille Provence Métropole.	Posters	p. 41
DUHALDE Michel, LEVREL Harold, GUYADER Olivier	Gouvernance locale et biodiversité : quels déterminants pour les choix de mesures de gestion d'aires protégées ?	Gouvernance et jeux d'acteurs	p. 78
FEKIH Kabil, DEBBABI Hejer	Paysage littoral de la Horrea Caelia : entre promesses et menaces.	Patrimonialisation et développement local	p. 69
FORTIER Isabelle, GUINEBERTEAU Thierry, FAURÉ Anne, RIOUX Claude, TROUILLET Brice	Des nouveaux usages en mer aux questionnements de la gouvernance littorale, analyse franco-québécoise.	Gouvernance et jeux d'acteurs	p. 79
GAIMARD Maryse	Dynamique démographique des communes du littoral métropolitain.	Posters	p. 42
GALANO Lucie	Une cité épiscopale au cœur de la lagune languedocienne : Maguelone au Moyen-Âge.	Le rapport à l'environnement littoral	p. 24
GARINEAUD Clément	Les espaces de travail et les techniques associées pour aborder la gestion de la ressource algale dans le nord Finistère.	Patrimonialisation et développement local	p. 67

Auteurs	Titre	Session	Page
GAYON Benjamin	Le littoral basque, territoire de recomposition de la gouvernance foncière locale.	Gouvernance et jeux d'acteurs	p. 81
GOELDNER-GIANELLA Lydie, GRANCHER Delphine, LAVIGNE Franck, LIOTARD Alan	Habiter, en Europe, un littoral exposé aux tsunamis. Perceptions, représentations et attitudes des résidents, des travailleurs et des touristes.	Posters	p. 43
GORBUNOVA Tatiana, CICILLE Patricia, SCHLEYER-LINDENMANN Alexandra, ROBERT Samuel	Le paysage côtier à travers les représentations sociales. Une façon d'appréhender les modes d'habiter le littoral.	Posters	p. 44
HADEF Rachid, LABII Belkacem	Pour une nouvelle gouvernance de la zone côtière de Skikda.	Gouvernance et jeux d'acteurs	p. 82
HERBERT Vincent	Les îles du Frioul, ou la construction d'un lieu : une bastida insulaire.	Habiter une petite île	p. 64
HOBIDO Any Désiré	Pays littoraux et risques sanitaires : réflexions sur la tragédie du « Probokoala » à Abidjan (Côte d'Ivoire).	Posters	p. 45
JAOUACHI Tahar	L'oléiculture urbaine et périurbaine du littoral tunisien : conflits et enjeux.	Posters	p. 46
JOVENIAUX Aurélie	L'action du Conservatoire du littoral : au-delà de la constitution d'un patrimoine foncier ?	Gouvernance et jeux d'acteurs	p. 80
LAMBERT Marie-Laure	Habiter le littoral en 2030 : quel droit pour un espace vulnérable ?	Vivre avec le risque naturel	p. 26
LASSHINI Saïd, VANUXEM Sarah	Les paiements pour services écologiques ou la reconquête de la Mâamora par ses habitants ? Enquête sur une forêt emblématique du littoral méditerranéen marocain.	Posters	p. 47
LAVAL Pauline	Des flèches et des filets. Esquisse de la diversité des pêches à l'embouchure d'un fleuve amazonien.	Posters	p. 48
LE BERRE Iwan, PEUZIAT Ingrid, MINELLI Annalisa	De la sécurité maritime à l'aide à la gestion des AMP : exploitation des données des sémaphores en mer d'Iroise (France)	Sciences-société : outils, méthodes d'aide à la gestion	p. 72
LEIVA Andrea	Produire une île pour habiter la mer : la construction de l'espace à El Islote (la Caraïbe colombienne).	Habiter une petite île	p. 65
LESCROËL Amélie, MATHEVET Raphaël	Influence des processus de concertation sur les représentations de l'environnement côtier et marin : le cas du golfe normand-breton.	Sciences-société : outils, méthodes d'aide à la gestion	p. 74
LYSER Sandrine	Qualité de vie sur le littoral : quelles aménités pour quelles populations ?	Posters	p. 49
MARÇOT Nathalie, FISSIER Laurent, CLAEYS Cécilia	L'érosion des falaises côtières urbanisées : analyse interdisciplinaire géologie/sociologie d'une étude de cas, la commune de Carry-Le-Rouet.	Vivre avec le risque naturel	p. 28
MARROU Louis	Habiter la fonction : un sous-préfet à la mer.	conférences plénières	p. 18
MARTEL Ludovic, JOUVE Johan	Usages sociaux du littoral de Balagne. Le cas des loisirs et sports de nature.	Posters	p. 50
MAUPERTUIS Marie-Antoinette, ISOLA Mickaël, PIERI Xavier	Vivre sur un littoral touristique : attentes citoyennes et enjeux méthodologiques autour d'un indice synthétique de qualité de vie.	Sciences-société : outils, méthodes d'aide à la gestion	p. 73
MILANOVIC Fabien	Copiloter ou instrumenter : la gestion du domaine de La Palissade (Parc Naturel de Camargue).	Posters	p. 51

Auteurs	Titre	Session	Page
MOREL Valérie	Penser le littoral guyanais par et avec les risques environnementaux (érosion et submersion côtières – maladies vectorielles transmissibles).	Vivre avec le risque naturel	p. 27
MOTTE Edwige	La Rance maritime, la « fabrication » d'un territoire hier, aujourd'hui et demain.	Posters	p. 52
MVETUMBO Moïse, SOCPA Antoine	Cohabitation des communautés camerounaises et étrangères et gestion des ressources côtières de Kribi.	Posters	p. 53
NSEGBE Antoine de Padoue, POTTIER Patrick	Développement urbain et vulnérabilité des territoires littoraux : analyse des pressions sur l'eau et la couverture végétale à Douala (Cameroun).	Posters	p. 54
QUESLATI Ameer	Événements exceptionnels et dynamique du trait de côte dans un environnement de littoralisation accélérée : l'exemple de la tempête du 10 mars 2012 à Sousse (Tunisie orientale).	conférences plénières	p. 19
PACITTO Jean-Louis, JACQUEMIN Odile	Inverser le regard, regarder la terre depuis la mer.	Patrimonialisation et développement local	p. 68
PLOUVIER Théophile, ROBERT Samuel	Les visiteurs des profondeurs. Une évaluation des pratiques de la plongée sous-marine à Marseille.	Posters	p. 55
REYES Nastassia	Les pratiques de pêches artisanales de Méditerranée. Les débuts d'une gestion hétérogène et complexe.	Posters	p. 56
SABRI Hind	La gouvernance locale de l'eau entre logiques et stratégies des acteurs et enjeux des interventions étatiques : l'évolution de la politique de l'eau d'irrigation au Maroc.	Posters	p. 57
VALADIER Arnaud, RICHER Jean	L'adaptation littorale au changement climatique en Charente-Maritime.	Posters	p. 58
VOIRON-CANICIO Christine, LIZIARD Sophie, DECOUIGNY Fabrice, ORNON Alexandre, SÉRY Romain, SANT Florian, ROUSSEL Delphine, OBADIA Cyril	Anticiper la diffusion de l'habitat en région littorale : pression urbaine et espaces à enjeux. Application en région PACA.	Posters	p. 59
WICKEL Antoine, SABINOT Catherine, DUMAS Pascal, DAVID Gilbert	Habitat, valeur des lieux, et gestion des espaces littoraux en Nouvelle-Calédonie.	Sciences-société : outils, méthodes d'aide à la gestion	p. 75

